

## **Avant-propos du Ministre**

Vanuatu continue de se remettre et de s'adapter face aux crises financières qui ne cessent de frapper le monde. Les tourmentes financières mondiales constituent un défi énorme pour les pays aussi bien en développement que développés qui cherchent à se protéger adéquatement. Les effets de la crise peuvent se propager rapidement à l'économie réelle, entraînant des chutes brutales du rendement économique et une escalade du chômage. Malgré des interventions fiscales et monétaires d'une envergure sans précédent, les pronostics portent sur une reprise très lente de l'économie mondiale.


Bien que la croissance économique au Vanuatu se soit légèrement ralentie en 2010 selon les estimations, l'économie a donné des signes de reprise cette année et il est projeté que le PIB progressera de 4,3 pour cent en 2011. Cette croissance a été induite par des prix élevés pour les produits de base, avec pour résultat une expansion solide de la production agricole et une hausse des revenus en milieu rural. De plus, une recrudescence du nombre de visiteurs a soutenu le secteur des services, tandis que les activités de construction financées par des capitaux privés commencent à reprendre, petit à petit. Ce sont les gros projets de construction financés par des bailleurs de fonds qui seront le principal moteur de croissance à moyen terme et au fur et à mesure de leur démarrage, il est anticipé que le taux de croissance s'accroîtra à 4,6 pour cent en 2012 et 5,1 pour cent en 2013. Le seul moyen de financer durablement les besoins sociaux de notre pays est par la maximisation de la croissance économique – objectif premier de la politique du gouvernement.

L'exercice 2012 présente bien des défis au plan budgétaire, car c'est une année d'élections législatives et provinciales, et aussi celle de la conférence des pays d'Asie, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Malgré ces obligations incontournables auxquelles il va falloir faire face, le budget continue tout de même à prévoir des investissements considérables visant à étendre l'accès aux services de santé et à l'éducation. Le réseau élargi du I-gouvernement jouera un rôle de plus en plus important pour ce qui est de faciliter les prestations de services, de permettre au gouvernement de communiquer et d'extraire des informations en temps réel, de veiller à ce que les décideurs soient toujours bien informés et de réaliser des économies de coûts sur les télécommunications à moyen terme. Par conséquent, investir tout de suite dans ces secteurs est la seule voie qui permettra de développer une main-d'œuvre productive, indispensable pour parvenir à une économie florissante à terme.

Il est impératif que les ministères continuent de fonctionner dans les limites de leurs crédits budgétaires, en ménageant leurs moyens en conséquence, en évitant toute dépense hors budget et en prenant sur leur propre budget pour réaffecter des fonds avant de demander des crédits complémentaires ou supplémentaires. Le ministère des Finances et de la Gestion économique continuera d'avoir une attitude dure à l'égard de tous crédits complémentaires compte tenu de la situation fiscale serrée. Il est donc vital que toutes les instances fassent preuve de prudence et veillent à ce que le gouvernement puisse remplir ses obligations de responsabilité fiscale comme requis par la loi de 1998 relative aux Finances publiques et la Gestion économique (FPGE).

En ma qualité de ministre des Finances et de la Gestion économique, je confirme que le budget de 2012 est conforme aux 'Principes de gestion fiscale responsable' stipulés dans la loi de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique. J'ai ainsi l'honneur de vous recommander, à vous les députés, et aux citoyens de Vanuatu, le budget 2012.

Le Ministre des Finances et de la Gestion économique  
Monsieur Moana Kalosil Carcasses (Député)



**Honourable Moana Kalosil Carcasses (MP)**  
**Minister of Finance & Economic Management**



## TABLE DES MATIERES

<b>1. Déclaration de responsabilité fiscale .....</b>	<b>4</b>
<b>2. Présentation sommaire du budget.....</b>	<b>5</b>
<b>3. Actualisation économique et projections .....</b>	<b>7</b>
3.1 Perspectives économiques dans le monde.....	7
<i>Tableau 1: Tendances de croissance économique dans le monde (a)</i>	
3.2 Perspectives économiques du Vanuatu.....	8
<i>Figure 1: Croissance annuelle réelle du PIB.....</i>	<i>9</i>
<i>Tableau 2: Principaux Indicateurs économiques.....</i>	<i>10</i>
3.3 Agriculture, Pêche et Sylviculture.....	10
<i>Figure 2: Croissance réelle de l'agriculture, la pêche et la sylviculture.....</i>	<i>12</i>
3.4 Secteur industriel.....	13
<i>Figure 3: Croissance annuelle réelle du secteur industriel.....</i>	<i>13</i>
3.5 Secteur des services.....	15
<i>Figure 4: Croissance annuelle réelle du secteur des services.....</i>	<i>15</i>
3.6 Evolution au plan monétaire.....	18
3.7 Balance des paiements.....	20
3.8 Evolution des taux de change.....	20
3.9 Inflation.....	21
3.10 Employment.....	21
<b>4. Actualisation fiscale et projections .....</b>	<b>23</b>
4.1 Balance budgétaire .....	23
<i>Figure 6: Balance budgétaire globale.....</i>	<i>24</i>
4.2 Recettes 2011 .....	24
<i>Figure 7: Recettes de fonctionnement et subvention.....</i>	<i>24</i>
<i>Figure 8: Soutien apporté par les principaux partenaires bailleurs</i> <i>de fonds au gouvernement de Vanuatu (2011).....</i>	<i>26</i>
4.3 Recettes prévisionnelles pour le budget national intégré en 2012 .....	26
4.4 Dépenses 2011 .....	28
<i>Tableau 3: Total du budget complémentaire 2011.....</i>	<i>28</i>
<i>Figure 9: Masse de la dette, sans compter les dettes éventuelles.....</i>	<i>32</i>
4.5 Etat prévisionnelles des dépenses dans le budget national intégré en 2012.....	33
<b>5. Déclaration de politique budgétaire 2012 .....</b>	<b>40</b>
5.1 Déclaration de responsabilité .....	40
5.2 Politiques économiques et financières .....	41
5.3 Politiques budgétaires.....	42
5.4 Nouvelles propositions de principe .....	44
5.5 Cibles économiques et fiscales pour 2012 .....	45
5.6 Conclusion .....	45

# **1. Déclaration de responsabilité fiscale**

Les commentaires qui suivent, ainsi que les états financiers, sont présentés conformément aux articles 9, 10, 11, 13, 14, 17, 18, 23 et 24 de la Loi de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique (ci-après “la Loi”). Aux termes de ces articles, le gouvernement est tenu de présenter un rapport de stratégie fiscale, une actualisation fiscale de l'exercice en cours et une actualisation économique et fiscale à la date d'introduction du premier projet de Loi de Finances pour l'exercice à venir.

Le présent rapport contient des projections fiscales et économiques actualisées pour l'exercice (2011) et examine les perspectives économiques et les projections financières pour le pays jusqu'en 2014.

Le rapport de stratégie fiscale stipulé à l'article 11 de la Loi correspond à la déclaration de politique budgétaire publiée l'année dernière, tel que requis par l'article 10 de la Loi. Les politiques qui y sont énoncées ont servi à établir l'état prévisionnel de l'exercice 2012. La Loi stipule que la déclaration de politique budgétaire doit être présentée devant le Parlement. C'est pourquoi elle est intégrée, telle que déjà publiée, au présent rapport.

## **Déclaration de responsabilité**

Il n'y a pas eu de modifications sensibles à la politique économique et financière du gouvernement, ni à ses priorités stratégiques, depuis la publication de la déclaration de politique budgétaire.

Conformément aux articles 11, 13, 14, 17, 18, 23 et 24, le gouvernement confirme que les objectifs, les priorités et les visées de la politique fiscale sont conformes aux principes de gestion fiscale responsable tels qu'énoncés à l'article 22 de la Loi et concordent généralement avec la déclaration de politique budgétaire publiée en cours d'année.

**Le Ministre des Finances  
et de la Gestion Economique**

**Le Directeur Général  
Ministère des Finances et  
de la Gestion Economique**

**M. Moana Kalosil Carcasses (Député)**

**George Maniuri**

## 2. Présentation sommaire du budget

Dans son rapport de septembre sur les perspectives économiques dans le monde [*World Economic Outlook (WEO) 2011*], le FMI a signalé une décélération de la reprise mondiale. Le rythme de l'expansion économique dans les grandes puissances économiques avancées, notamment aux USA, s'est accéléré au troisième trimestre, mais elles restent fragiles et vulnérables aux chocs. La situation en Europe est particulièrement préoccupante, la région étant aux proies à une crise de la dette souveraine. En Asie, l'activité économique s'est remise du tremblement de terre dévastateur au Japon, et la demande intérieure dans la région est dans l'ensemble saine, malgré des craintes de ralentissement de la croissance en Chine. Les prix des produits de base, bien qu'encore élevés, ont baissé dans l'ensemble au cours des derniers mois, ce qui réduit la pression sur l'inflation mondiale.

Au Vanuatu, la croissance est estimée avoir ralenti en 2010, ce qui va de pair avec l'évolution dans le reste du monde. En revanche, pendant la deuxième moitié de l'année, l'économie a donné des signes de reprise, entraînée par les trois secteurs, et il est prévu que la croissance du PIB remonte en 2011. L'évolution au plan des visiteurs reste mitigée, reflétant l'impact de catastrophes naturelles en Australie et en Nouvelle-Zélande, tandis que les activités de construction financées par des capitaux privés ont sensiblement augmenté.

A moyen terme, ce sont les projets de construction financés par des bailleurs de fonds qui seront le principal moteur de croissance. Il faudra donc échelonner, planifier et exécuter ces projets avec prudence afin de préserver la stabilité macroéconomique.

Les pressions inflationnistes se sont atténuées et le taux d'inflation annuel a diminué durant l'année. Cette baisse a été assortie de faibles augmentations des prix intérieurs dans le ensemble, malgré les pressions inflationnistes des flambées des prix pour le pétrole pratiqués par les pays exportateurs de pétrole. Néanmoins, la Banque de Réserve maintient une attitude de prudence à l'égard des taux d'intérêts en raison de gros surplus de liquidités et aussi de la perspective de voir l'Etat continuer d'accuser des déficits fiscaux.

Le crédit au secteur privé s'est ralenti en 2011 suite à l'action prise par la Banque de Réserve de Vanuatu (BRV) de resserrer la politique monétaire en relevant le niveau des dépôts de réserve légale (DRL) obligatoires. A présent le niveau des réserves de devises étrangères est satisfaisant, mais il est pressenti diminuer en termes de part du PIB à moyen terme au fur et à mesure de l'expansion économique. Par contre, les avoirs étrangers nets en pourcentage du PIB ont baissé en 2011 en raison de la diminution des avoirs étrangers nets et de la hausse des dettes étrangères dans les banques commerciales. Conséquence de ces pressions, le vatutien s'est apprécié en moyenne par rapport au dollar US.

Les dépenses du gouvernement au cours de l'exercice se sont alignées sur le budget, mais l'instabilité politique a exercé de grosses pressions sur les dépenses planifiées de l'Etat, entraînant des lignes budgétaires complémentaires qui n'étaient pas provisionnées. Cependant, le ministère des Finances a continué de maintenir un contrôle fiscal global et jusqu'à présent a réussi à faire en sorte que le budget de fonctionnement ne dépasse pas les plafonds prévus à l'origine. Les recettes de l'Etat ont également atteint leur cible et sont en augmentation par rapport à l'exercice précédent. Cela reflète un meilleur processus prévisionnel de la part du Trésor, aussi bien au plan des recettes qu'au plan des dépenses.

En 2011 le gouvernement a prélevé la dernière tranche de l'emprunt pour le e-gouvernement. De ce fait, le déficit budgétaire pour 2011 est légèrement supérieur aux prévisions. L'endettement total du gouvernement s'est accru cette année, allant de pair avec son déficit budgétaire et ses nouveaux emprunts.

Le rapport de l'endettement total (garanties et indemnités comprises) au PIB est préoccupant. Il est donc nécessaire de procéder à un regroupement fiscal d'une manière ou d'une autre pour freiner la hausse actuelle des dépenses car elles ne seront pas soutenables à terme. L'apport des partenaires de développement a été maintenu et devrait atteindre la cible visée cette année.

Le budget de 2012 sera en légère hausse par rapport aux exercices antérieurs, essentiellement en raison de la nécessité de provisionner les élections législatives, plusieurs élections provinciales et la conférence annuelle UE-ACP qui doit se dérouler à Port-Vila dans le courant de l'année. Les prévisions de recettes de l'Etat sont légèrement inférieures aux dépenses en 2012, entraînant un léger déficit budgétaire anticipé. Toutefois, les subventions de bailleurs de fonds devraient poursuivre leur tendance à la hausse grâce aux accords bilatéraux et multilatéraux. Les projections de soutien de donateurs sont solides à moyen terme, mais le soutien futur pourrait sérieusement affecter l'économie intérieure s'il n'y a pas une planification et une coordination prudentes des dates de mise en oeuvre des projets.

### 3. ACTUALISATION ECONOMIQUE ET PROJECTIONS

#### 3.1 Perspectives économiques mondiales

Dans son rapport de septembre 2011 sur les perspectives économiques dans le monde, le FMI prévoyait que la production mondiale progresserait de 4,0 pour cent en 2011, en baisse par rapport aux 5,1 pour cent enregistrés en 2010. Cette décélération est attribuée au ralentissement de la croissance économique dans les pays aussi bien avancés qu'émergents et en développement. Les premiers ont connu une chute brutale de 3,1 pour cent en 2010 à 1,6 pour cent en 2011, selon les prévisions, tandis que la progression des pays émergents et en développement, dont la Chine et l'Inde, passerait de 7,3 pour cent l'année dernière à 6,4 pour cent cette année. La croissance globale devrait être robuste, mais cahoteuse, compte tenu des incertitudes causées par la volatilité des marchés financiers dans les principales économies avancées, notamment dans la zone euro et aux Etats-Unis (USA). Cela risque de miner la confiance et d'aggraver la crise financière dans ces régions.

**Tableau 1 : Tendances de croissance économique dans le monde<sup>a)</sup>**

	Reel	Projections FMI <sup>(b)</sup>		
	2009	2010	2011	2012
<b>Economie Mondiale</b>	-0.7	5.1	4	4
<b>Economies Avancees</b>	-3.7	3.1	1.6	1.9
Etats-Unis	-3.5	3	1.5	1.8
Zone Euro	-4.3	1.8	1.6	1.1
Japon	-6.3	4	-0.5	2.3
Autres economies Avancees	-1.1	5.8	3.6	3.7
<b>Economies Emergentes et en Developpement</b>	2.8	7.3	6.4	6.1
China	9.2	10.3	9.5	9
India	6.8	10.1	7.8	7.5

(a) Pourcentage de changement d'une année à l'autre

(b)Source: FMI-Perspectives économiques dans le monde, Septembre 2011.

De sérieux revers ont frappé la croissance mondiale en 2011, résultant de la perturbation des marchés suite aux tremblements de terre et aux tsunamis dévastateurs au Japon, auxquels viennent s'ajouter les malaises croissants dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et la poussée du prix du pétrole en conséquence. Dans le même temps, la crise de la dette dans la zone euro a été un casse-tête pour les décideurs de politique et s'est propagée dans toute la région, touchant l'investissement et la consommation domestique. Tout cela a affaibli la confiance des secteurs public et privé, perturbant le flux de crédit de la part des établissements financiers à la société. Ce n'est pas seulement l'investissement qui a été touché, le chômage est en hausse dans toute la région, ce qui affecte la consommation, la productivité et donc le PIB réel. De plus, un autre obstacle de taille à la croissance mondiale vient de la faiblesse continue de l'économie américaine, causée par un bras de fer politique au sujet du regroupement fiscal, une baisse de la demande des consommateurs et un marché immobilier qui stagne. Tous ces facteurs négatifs pour le développement ont fait et continueront de faire pression sur la croissance, tant dans les pays émergents que dans les pays en développement, par leur impact sur les prix des produits de base, le commerce international et les mouvements de capitaux aux frontières internationales.

Malgré le ralentissement mondial, des signes de surchauffe dans les pays émergents et en développement persistent encore, comme l'illustre l'augmentation des prix des produits de base et des mouvements de capitaux. Le FMI estime que le prix moyen du pétrole s'est stabilisé aux alentours de \$105 le baril dans les premiers mois de la deuxième moitié de cette année, après une pointe à \$120 le baril dans les premiers mois de 2011.

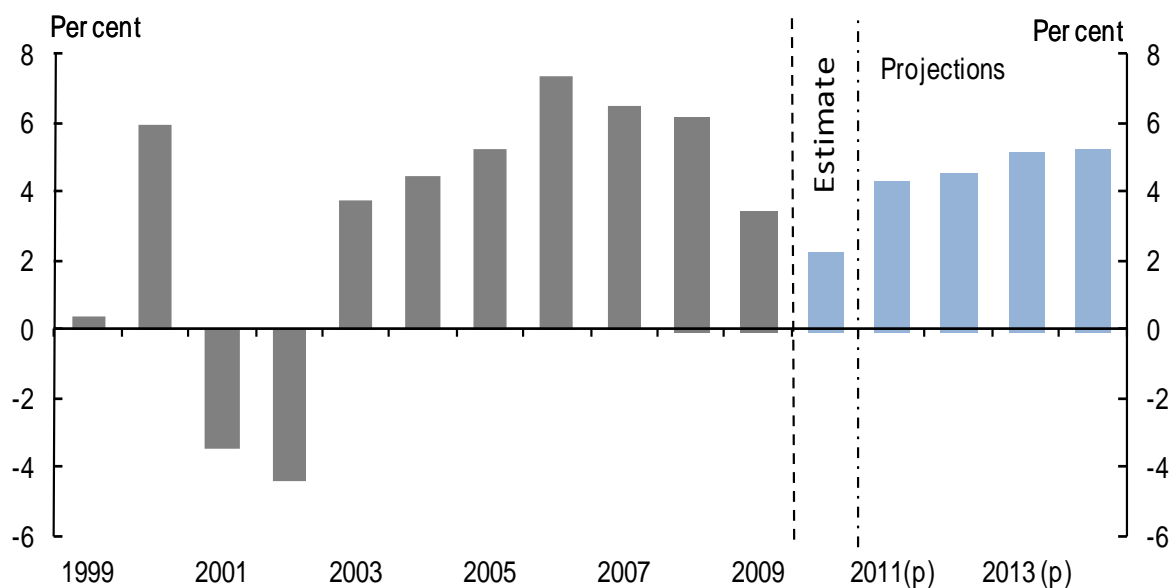
D'après les indicateurs de consommation publiés par le FMI, la consommation connaît un essor depuis quelque temps dans les économies de marché émergentes, sous l'impulsion d'une forte croissance et, peut-être paradoxalement, d'un resserrement des conditions monétaires. Soutenu par des conditions financières favorables, le crédit bancaire dans ces régions a connu une expansion ferme et des taux d'intérêts élevés ont attiré les flux de capitaux, ce qui, à son tour, a créé de nouveaux investissements, de nouveaux emplois et une hausse de la consommation.

La croissance mondiale devrait reprendre de la vitesse dans la deuxième moitié de 2011 et dans les pays avancés, une baisse du PIB réel est anticipée, de l'ordre de 2 pour cent. Parallèlement à cela, la croissance devrait se maintenir dans les pays émergents d'Asie, entraînée principalement par la Chine et l'Inde, suivies de l'Afrique sub-saharienne.

### **3.2 Perspectives économiques pour le Vanuatu**

Bien que la croissance économique du Vanuatu se soit ralentie, selon les estimations, à environ 2,2 pour cent en 2011, l'économie donne des signes de reprise cette année et le PIB est pressenti progresser de 4,3 pour cent en 2011. Des prix de produits de base constamment élevés ont fortement stimulé l'expansion de la production agricole et rehaussé les revenus en milieu rural. Le secteur des services a été soutenu par une recrudescence du nombre de visiteurs, tandis que l'industrie du bâtiment a progressé grâce au financement privé. Les gros projets de construction financés par des bailleurs de fonds vont être le principal moteur de croissance à moyen terme et au fur et à mesure de leur démarrage, le taux de croissance est pressenti s'accroître de 4,6 pour cent en 2012 et de 5,1 pour cent en 2013 (Figure 1).

**Figure 1 : Croissance annuelle réelle du PIB**



Source : Bureau de la Statistique du Vanuatu et Comité de la macroéconomie

Les cours des produits de base sur les marchés internationaux pour les principales exportations agricoles du Vanuatu, dont le coprah, la viande et le kava, sont restés relativement élevés tout au long de 2011. En conséquence, il y a eu de fortes augmentations de la production dans tout le secteur et cette tendance devrait se poursuivre à moyen terme. L'impact négatif des catastrophes naturelles en Australie et en Nouvelle-Zélande en début d'année semble s'être estompé, avec un nombre de visiteurs au cours du deuxième trimestre dépassant le niveau de l'année dernière. Ajouté à la hausse des revenus parmi la population rurale (résultant des prix élevés des produits de base et du programme d'éducation primaire universelle), cette augmentation du nombre de visiteurs a favorisé la croissance dans le secteur des services. Celui-ci est pressenti reprendre progressivement dans les prochaines années, en parallèle avec une croissance anticipée de l'économie intérieure et de celle des principaux partenaires commerciaux du Vanuatu (Chine, autres pays membres du GFLM, Australie et Nouvelle-Zélande). Le facteur déterminant de la performance de l'économie dans les années à venir est le secteur de l'industrie, plus particulièrement la construction. Les données les plus récentes sur l'importation de matériaux de construction et les demandes de permis de construire semblent indiquer que les activités financées par des capitaux privés vont s'amplifier fortement au cours de 2011 et 2012. Qui plus est, la mise en oeuvre de gros projets financés par des bailleurs de fonds aura un impact particulièrement important sur le secteur du bâtiment, qu'il s'agira de gérer avec prudence à moyen terme afin de maintenir la stabilité macroéconomique globale et éviter des poussées inflationnistes indésirables.

L'indice des prix à la consommation (IPC), qui sert à mesurer l'inflation, s'est ralenti à 0,6 pour cent au cours de la première moitié de 2011, contre 2,8 pour cent pour la même période en 2010. Les principaux facteurs ayant contribué à cette baisse de l'inflation sont les services de santé et les denrées alimentaires, la majorité des autres composantes ayant affiché des hausses.

Le crédit au secteur privé s'est ralenti au cours de la première moitié de 2011 à la suite de la mesure prise par la BRV pour resserrer la politique monétaire en relevant ses exigences de DRL de 100 points de base, à 6 pour cent, retirant ainsi des liquidités du système bancaire. Les réserves de devises étrangères sont à un niveau acceptable à présent, mais sont prévues baisser en pourcentage du PIB à moyen terme avec la croissance de l'économie. Néanmoins, les avoirs étrangers nets en termes de part du PIB ont reculé à 28 pour cent en 2011 (contre 43 pour cent il y a un an), essentiellement dû à la baisse des avoirs étrangers nets et à l'augmentation des dettes étrangères détenues par des banques commerciales, indiquant que des pressions sur les avoirs étrangers pourraient s'amplifier dans le système financier. Traduisant ces pressions, le vatu s'est apprécié par rapport au dollar US, de 9,6 pour cent en moyenne au cours du deuxième trimestre de 2011, et les réserves officielles brutes ont diminué de 1,2 pour cent année pour année en mars 2011.

Au plan négatif, un ralentissement plus accentué de l'économie mondiale s'est traduit par une baisse des prix des produits de base et du nombre de visiteurs de certains secteurs. Est venue s'y ajouter l'instabilité politique intérieure, qui a eu un effet nuisible sur la confiance des investisseurs du secteur privé et sur la situation fiscale de l'Etat en début d'année. De nouveaux reports des dates de démarrage des projets financés par des bailleurs de fonds pourraient réduire les perspectives de croissance. Plus positivement, l'économie mondiale pourrait se raffermir plus que prévu, les cours des produits agricoles restent élevés et il serait peut-être possible de lancer quelques-uns des plus gros projets de bailleurs de fonds plus tôt que prévu.

**Tableau 2 : Principaux Indicateurs économiques <sup>(a)</sup>**

	Actual	Estimate	Projections			
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Agriculture, fishing & forestry	1.7	4.3	2.9	2.1	2.1	2.1
Industry	9.2	-0.3	10.3	13.8	17.7	19.3
Services	6.8	1.4	3.6	3.7	3.8	3.6
<b>Real GDP</b>	<b>3.5</b>	<b>2.2</b>	<b>4.3</b>	<b>4.6</b>	<b>5.1</b>	<b>5.3</b>
Nominal GDP	4.8	5.0	8.7	7.7	8.6	9.7
GDP Deflator	1.3	2.8	4.2	3.0	3.3	4.2

<sup>(a)</sup> Variation annuelle en pourcentage

<sup>(b)</sup> Variation en fin d'année, en pourcentage, les chiffres pour 2009 étant les résultats réels

Source : Bureau de la Statistique du Vanuatu et Comité de la macroéconomie

### **3.3 Agriculture, Pêche et Sylviculture**

Le secteur agricole subvient aux besoins d'environ 75,6 pour cent de la population en milieu rural. Ces deux dernières années, ce secteur a maintenu une croissance positive de l'ordre de 2 à 5 pour cent par an et cette tendance devrait se poursuivre à moyen terme, à condition que les prix des produits de base restent élevés, bien que ce secteur soit toujours vulnérable et exposé à des chocs.

Depuis la fin 2010, les prix du **coprah** ont progressivement augmenté, pour arriver à un niveau record de 75.000 vatu la tonne en milieu d'année en 2011, entraînant une recrudescence de la production de coprah. Ce prix a incité les agriculteurs à replanter ; a créé des emplois et généré des sources de revenus pour les habitants ruraux, ce qui a eu des effets

secondaires sur d'autres secteurs. Des indicateurs partiels montrent que la production de coprah, aussi bien pour l'exportation que pour la transformation en huile, a progressé au cours de la première moitié de 2011 de 32,4 pour cent par rapport à la même période de l'année précédente. Toutefois, la production d'huile de coco est pressentie se modérer en raison de la concurrence d'un nombre croissant d'exportateurs de coprah pour des stocks limités. La baisse récemment des prix mondiaux de l'huile de coco a mis en garde les acheteurs et les producteurs contre la volatilité des prix du coprah. Toutefois, la vision du gouvernement de maintenir les prix du coprah à un niveau compétitif se traduit par ses efforts visant à encourager la concurrence dans l'industrie. Pour ce qui est des perspectives, la croissance devrait rester forte cette année et à moyen terme, bien que ces prévisions puissent changer en raison de l'âge des cocotiers, de la volatilité des prix mondiaux et du risque de cyclones.

La production de **cacao** est pressentie continuer de croître régulièrement cette année. Toutefois, ces prédictions sont sujettes aux conditions atmosphériques et aux fléaux tels que les rats et la maladie de la noircissure des cosses. Les activités dans ce secteur continuent d'être soutenues par des agriculteurs qui se lancent dans la culture de nouveaux plants et le repiquage au moyen de techniques de greffe. Nous nous attendons à ce que ces efforts stimulent la production à moyen terme. Les données du BS ici incluses ont été recueillies auprès de gros exportateurs et montrent une production croissante pour cette année et à moyen terme.

Des indicateurs partiels confirment que l'industrie de la **viande bovine** continue de progresser par rapport à l'année dernière. Sa croissance est soutenue par une demande extérieure robuste de la part des principaux marchés d'exportation, à savoir la PNG et les Iles Salomon. Il est rapporté que le marché de l'exportation pourrait s'étendre à l'Asie du Sud-Est en 2011. En dépit des défis que rencontrent les petits exploitants agricoles, l'évolution de ce secteur reste positive au plan des programmes d'amélioration de la reproduction, des pâturages et de l'entretien<sup>1</sup> dans les grandes exploitations. Avec l'appui d'une forte demande, sur les marchés aussi bien intérieurs qu'internationaux, assortie de la construction d'un nouvel abattoir à Santo, la production est pressentie demeurer forte, avec une croissance élevée à moyen terme.

L'exportation de thon est le principal moteur de croissance cette année, des indicateurs partiels indiquant que les exportations de **poisson** ont enregistré une nette augmentation en 2011 comparé à 2010. Les exportations ont enregistré 925 tonnes dans la première moitié de 2011, contre 559 tonnes pour la même période l'année dernière. Cela est soutenu essentiellement par la décision du gouvernement de réduire les frais de déchargement au Vanuatu. Par contre, c'est une gageure en termes de perception globale de recettes, qui ont diminué. Les exportations de poissons vivants continuent également de progresser. Les prévisions de croissance dans ce segment du marché sont légèrement supérieures à la moyenne à long terme, sauf changement au niveau des frais de déchargement par le gouvernement.

D'après des indicateurs partiels, la production et l'exportation de **kava** (en termes de volume) ont progressé de 46 pour cent au trimestre fin juin comparé au même trimestre de l'année dernière. Après une légère augmentation de la production en 2010, la production de kava est pressentie enregistrer une croissance solide en 2011 en raison des prix compétitifs sur les

---

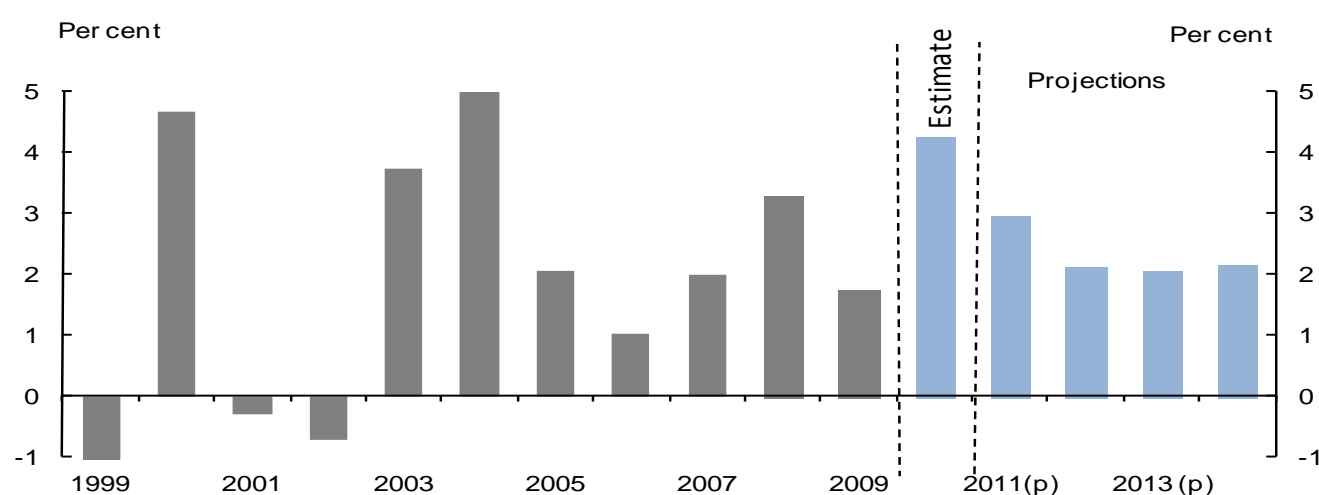
<sup>1</sup> L'amélioration des pâturages dans les grosses exploitations reste un défi

marchés et d'une meilleure coordination entre acheteurs et producteurs. Le marché intérieur continue de dominer l'industrie du kava et il est anticipé que la production totale restera forte à moyen terme.

La production de **café**<sup>2</sup> en 2011 est prévue surpasser celle de 2010. La croissance attendue s'explique à la fois par le nombre croissant de nouvelles plantations et l'augmentation de la production dans les plantations existantes au fur et à mesure que les exploitants et les associations deviennent financièrement viables grâce au régime de microcrédits et mieux gérés et coordonnés coopérativement. Sauf imprévus comme des conditions atmosphériques défavorables, les prix mondiaux et la demande extérieure pour du café 'bio', la production de café à moyen terme devrait rester saine.

La scierie de Melcoffee à Santo a repris la production de bois au début de l'année et devrait pouvoir survivre à terme. Elle ravitaille les marchés intérieur et extérieur et a également l'intention de fabriquer des produits à valeur ajoutée pour l'exportation. Elle vient s'ajouter opportunément au nombre actuellement limité de fournisseurs de **bois** produit localement. Toutefois, la production locale globale de bois<sup>3</sup> ne parvient pas encore à satisfaire la demande actuelle parce que l'abattage d'arbres indigènes diminue en raison de la diminution des stocks. Les efforts se multiplient pour replanter toute une gamme d'arbres à bois, notamment le bois de santal, les exploitants commençant à prendre conscience de son potentiel de rendement à l'avenir. Le potentiel de croissance de l'industrie pourrait être miné par un approvisionnement intérieur limité en arbres malgré la forte probabilité d'une hausse de la demande en conséquence des activités croissantes de construction à moyen terme.

**Figure 2: Croissance réelle de l'agriculture, la pêche et la sylviculture**



Source : Bureau de la Statistique du Vanuatu et Comité de la macroéconomie

<sup>2</sup> Café produit dans la province de Tafea, essentiellement à Tanna

<sup>3</sup> D'après le service de la Sylviculture

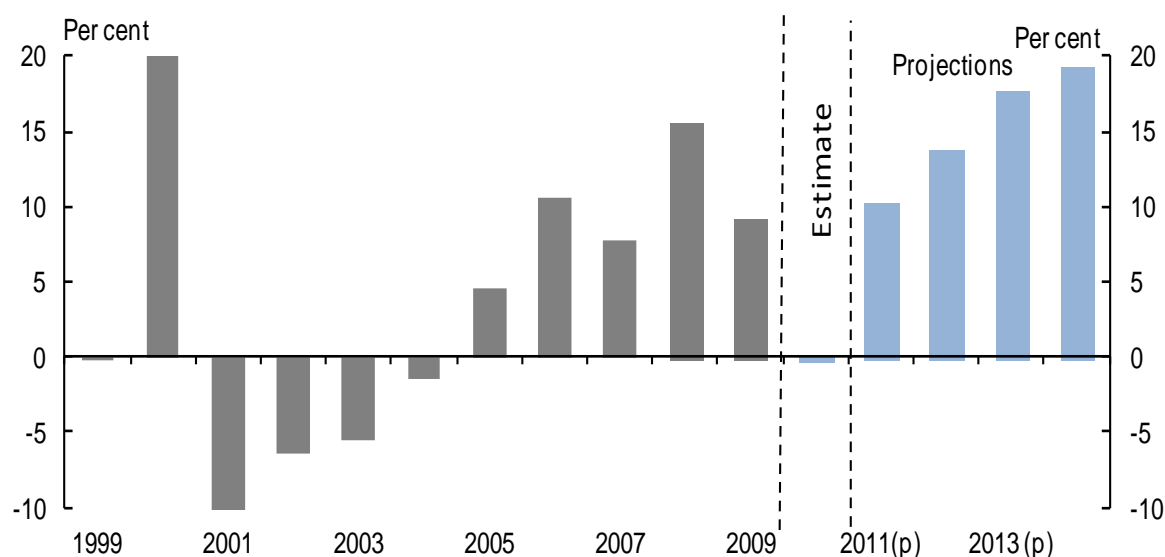
### 3.4 Secteur industriel

Après une baisse estimée à 0,3 pour cent en 2010, les activités dans le secteur industriel devraient reprendre et progresser de 10,3 pour cent en 2011. Le taux de croissance est ensuite pressenti s'accroître jusqu'à 13,8 pour cent en 2012 et 17,7 pour cent en 2013.

La **construction** est le principal moteur des prévisions de production dans le secteur industriel. Avec l'achèvement de la construction des routes financées par le Millennium Challenge Account (MCA), la productivité a chuté brutalement, selon les estimations, en 2010. En 2011, des signes indiquent que la construction de bâtiments résidentiels et commerciaux avec des capitaux privés a repris de plus belle (notamment avec divers projets immobiliers comme Akiriki, divers projets de développement à Havannah Harbour et des magasins de gros et de détail appartenant à des Chinois), tandis que les activités financées par l'Etat/ des bailleurs de fonds stagnent.

Un certain nombre de gros projets financés par des bailleurs de fonds étaient prévus démarrer à l'origine en 2012 ; or, en raison de retards tant du côté du gouvernement de Vanuatu que de ses partenaires donateurs, ils ont été reportés à 2013, voire plus tard. Plus loin dans l'avenir, des projets comme le développement d'un quai international à modules multiples à Port Vila, le projet de cabotage (transport maritime inter-îles) et la deuxième tranche (Phase 2) du programme de soutien au secteur des transports de Vanuatu, auront un impact significatif sur le niveau d'activité du secteur du bâtiment et de l'industrie.

**Figure 3 : Croissance annuelle réelle du secteur industriel**



Source : Bureau de la Statistique du Vanuatu et Comité de la macroéconomie

Le secteur de la **fabrication** est pressenti se développer davantage en 2011 et dans les années à venir. L'huilerie de Santo a rouvert à la fin 2009 et en dépit de problèmes d'approvisionnement intérieur en coprah dans l'industrie cette année, la production d'huile de coco va probablement croître régulièrement au cours de la période prévisionnelle. La

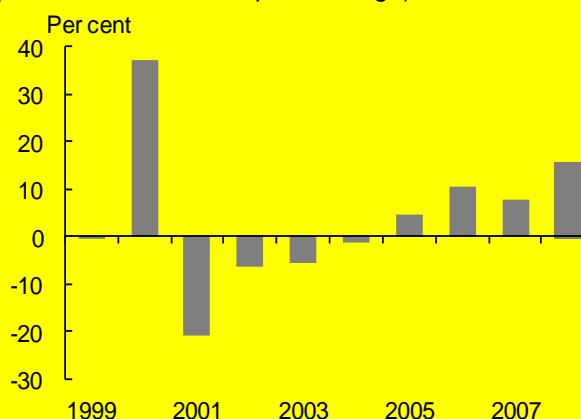
production manufacturière a également été stimulée par la reprise des activités à la scierie de Melcoffee cette année, avec une forte demande tant intérieure qu'extérieure (notamment de la Nouvelle-Calédonie) qui devrait assurer sa croissance à l'avenir.

Le secteur de l'électricité et de l'eau est pressenti croître régulièrement, en parallèle avec un nombre croissant d'abonnés, d'une consommation accrue de courant et d'activités de construction. Des plans ont été mis en place pour améliorer le réseau de distribution électrique à Port-Vila et l'étendre à des quartiers comme Teouma, Manples, Blacksands et Havannah Harbour ; de même pour une extension du réseau de Lénakel jusqu'à l'aéroport de Whitegrass. Avec l'arrivée de nouveaux gros clients, comme Leader Price et la BNV, plus les gros projets de construction attendus dans les prochaines années, on s'attend à une hausse considérable de la consommation d'électricité à moyen terme.

### Encadré 1 : Un secteur de la construction bientôt en plein essor ?

Entre 2005 et 2009, la production du secteur du bâtiment a progressé à un taux annuel de 28 pour cent en moyenne. Cet essor était entraîné par la construction des routes du Millennium Challenge Account (MCA) et par des projets d'investissement privés tout à la fois. Puis cela s'est calmé et les activités ont probablement diminué en 2010. Par contre, des indicateurs clés sur l'activité du secteur privé et des projets en perspective financés par des bailleurs de fonds donnent lieu de croire qu'il pourrait y avoir un essor encore plus impressionnant à l'avenir.

**Graphique A : Productivité dans la construction**  
(variation annuelle en pourcentage)



Source : Bureau de la Statistique du Vanuatu, Comité de la macroéconomie et le Trésor

La valeur des matériaux de construction importés pendant les six premiers mois de 2011 a dépassé de 41 pour cent celle de la même période en 2010. Ce qui impliquerait davantage d'activités de construction cette année et l'an prochain, à moins que ces importations ne soient tout simplement destinées à renflouer les stocks.

A cet effet, plusieurs grands projets financés par des bailleurs de fonds, dont le développement d'un quai international à modules multiples à Port-Vila, le projet de transport maritime inter-îles et le programme de soutien au secteur du transport du Vanuatu, sont pressentis commencer en 2013 et 2014.

Tout porte à croire qu'il y aura une très forte croissance dans le secteur de la construction dans les prochaines années. Toutefois, la mise en oeuvre des projets nécessitera un échelonnement et une gestion avisés pour maintenir la stabilité macroéconomique.

Beaucoup se posent la question de savoir si le Vanuatu a la capacité physique (par exemple, de la place au quai) pour mener à bien un grand nombre de projets simultanément. Il va probablement y avoir une demande accrue pour des matériaux de construction assortie d'une hausse des prix. De plus, un afflux important de fonds de donateurs et, s'il y a un regain de confiance dans le secteur privé, une recrudescence des emprunts bancaires pour soutenir la construction privée risquent de faire monter le niveau des liquidités dans l'économie. Il faudra que la BRV gère tout cela avec soin, sans quoi le niveau général des prix sera soumis à de fortes pressions.

**Tableau A : Grands projets de bailleurs de fonds pressentis commencer dans les 3 prochaines années**

Projet	Valeur (en milliards de VT)	Démar- rage
Quai international - Port Vila	5,5	2013
Transport inter-îles	2,5	2013
Développement urbain de Port Vila	3,4	2013

La valeur estimée des travaux afférent aux permis de construire qui ont été demandés dans la zone municipale de Port-Vila représente au total 4,7 milliards de vatu. Certes, l'octroi d'un permis ne signifie pas nécessairement que les travaux seront entrepris, néanmoins, dans l'hypothèse où les permis sont indicateurs de travaux à venir, et si on compte un délai d'un an après octroi du permis pour commencer les travaux, cela voudrait dire que la construction privée va s'amplifier considérablement en 2011 et 2012.

Comme souligné dans la déclaration de politique budgétaire pour 2012, une des grandes priorités est "de mettre en place une infrastructure fiable et accessible"

Programme de soutien au secteur du transport de Vanuatu	7,5	En cours
Mise à niveau de l'hôpital central de Vila	0,9	2013
Centre correctionnel	0,5	2011
Bâtiments de l'Education	0,2	2012
Centre de conférences	0,2	2011
Câble sous-marin	3,0	2013
Palais de justice	0,5	Incertain

Source : Trésor

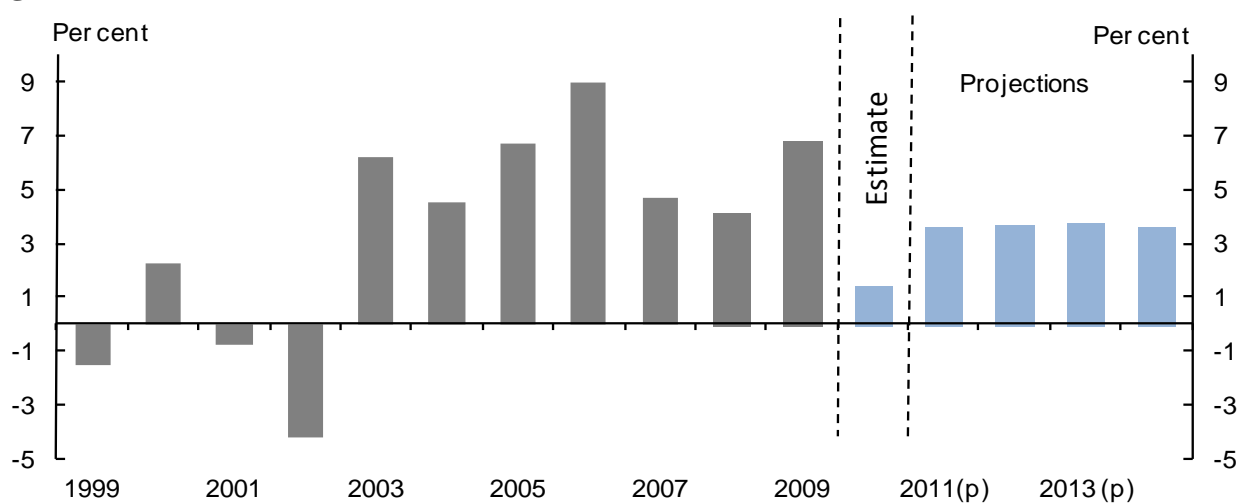
A terme, s'ils sont mis en oeuvre avec soin, ces projets vont relever de manière significative le rythme de productivité et le taux de croissance économique.

### 3.5 Secteur des services

Après une croissance annuelle de 6 pour cent en moyenne au cours des 7 dernières années, le secteur des services devrait se relever de 1,4 pour cent en 2010 et passer à 3,6 pour cent en 2011.

Par ailleurs, dans la foulée de la reprise de l'économie intérieure et de la croissance solide chez nos partenaires commerciaux (Chine, Australie, pays du GFLM), le taux de croissance dans ce secteur est prévu passer à 3,7 pour cent en 2012, puis à 3,8 pour cent en 2013, et de ralentir ensuite à 3,6 pour cent en 2014 (Figure 4).

**Figure 4: Croissance annuelle réelle du secteur des services**



Source : Bureau de la Statistique du Vanuatu et Comité de la macroéconomie

L'augmentation attendue en 2011 devrait toucher pratiquement tous les volets qui composent le secteur des services, et plus particulièrement le commerce de gros et de détail, les transports, l'information et la communication et les hôtels et restaurants pour cette année.

La reprise continue dans l'économie intérieure, ajoutée à une hausse des prix mondiaux de produits de base et une amélioration de l'économie des principaux partenaires commerciaux, devrait contribuer à stimuler la croissance dans la majorité des créneaux qui composent le secteur des services en 2011. Par ailleurs, l'impact du programme d'éducation primaire universelle (EPU) et du système d'emploi saisonnier dans la région (ESR ou RSE), plus les accords de partenariat du Pacifique (APP) et la hausse du prix du coprah, ont stimulé les dépenses des ménages et les activités économiques dans les sous-secteurs du commerce de détail et du transport dans les îles.

En outre, la libéralisation de l'industrie des **télécommunications** qui est en cours devrait soutenir la croissance durant la période de projections dans ce secteur et aura probablement des retombées bénéfiques pour d'autres secteurs. A titre tout à fait anecdotique, prenons par exemple le nombre croissant de fournisseurs patentés de services d'internet. La concurrence opposant Digicel et TVL a été très utile, créant de nouveaux produits et services pour la clientèle et en même temps explorant de nouveaux marchés. Avec l'introduction du système de télécommunications propre au gouvernement (i-gouvernement), l'industrie peut s'attendre à une concurrence accrue en termes d'innovation de produits et de services, qui va faire baisser les prix encore davantage. C'est un grand pas en avant pour l'économie et on s'attend à une expansion de la couverture avec des services plus rapides et fiables, et meilleur marché.

Par ailleurs, la croissance dans des secteurs associés au tourisme (hôtels, restaurants) devrait reprendre dans la deuxième moitié de cette année, malgré les incertitudes pesant sur la reprise économique dans le monde. Cette expectative découle des données sur le nombre de visiteurs par mois publiées par le Bureau de la Statistique pour la deuxième moitié de l'année. En parallèle, des conditions socio-économiques défavorables à l'étranger, comme les troubles politiques, les malaises sociaux et les intempéries touchant d'autres marchés touristiques concurrents ont contribué à ce rebondissement en termes de touristes arrivant au Vanuatu. Selon les perspectives pour ce secteur, la croissance devrait se poursuivre solidement en 2012 suite au lancement tout récemment de la campagne touristique menée par le Bureau du Tourisme de Vanuatu (BTV), la conférence des pays de l'ACP-UE et les prix compétitifs proposés par Air Vanuatu pour des billets aller-retour sur certains trajets. Le plus gros défi pour ce secteur est posé par la capacité (nombre de lits), surtout en période de pointe, ce qui pourrait entraver la croissance en 2012 et au delà.

Les derniers rapports recueillis sur le marché de l'immobilier au Vanuatu indiquent qu'au cours des 2 ou 3 derniers mois, les activités dans l'**immobilier** ont repris suite à l'appréciation du dollar australien et compte tenu d'une demande croissante de la part d'investisseurs français, australiens et néo-zélandais. D'après l'évolution la plus récente dans ce secteur, davantage de Chinois sont impliqués dans ce marché. Les perspectives à moyen terme sont prometteuses, à plus forte raison compte tenu des prix élevés de l'immobilier en Australie et en Nouvelle-Zélande, et du nouvel intérêt manifesté par les investisseurs asiatiques, notamment les Chinois.

## Encadré 2 : Tendances les plus récentes en termes d'arrivée de visiteurs

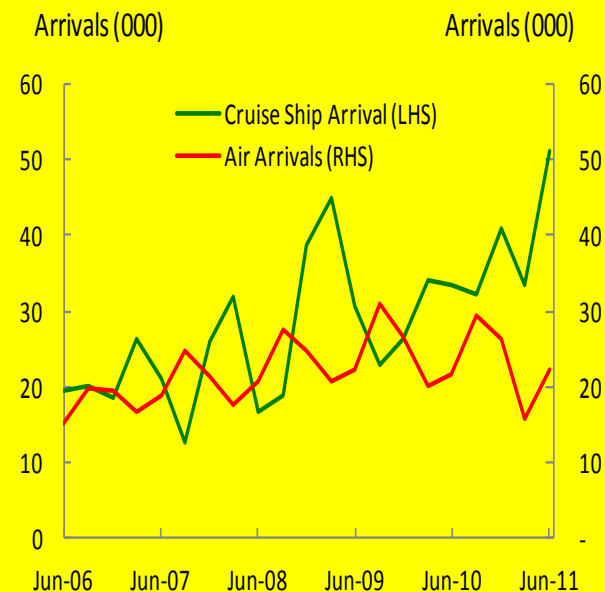
De 2006 jusqu'à mi-2010, les chiffres d'arrivée de visiteurs, par avion et paquebot tout à la fois, ont été excellents. Mais le nombre de visiteurs par avion pour 2011 a chuté tout au long de la première moitié de l'année, en baisse de 7 pour cent par rapport à la même période en 2010. Par contre, le nombre de visiteurs par paquebot a continué de croître en termes d'escales durant les 6 premiers mois de l'année (graphique A). Le nombre de visiteurs par avion inférieur à ce qui avait été anticipé au début de l'année est attribué aux catastrophes naturelles qui ont frappé l'Australie et la Nouvelle-Zélande et aux tarifs moins élevés pour les billets d'avion et l'hébergement pratiqués par d'autres destinations touristiques en concurrence étroite avec le Vanuatu. Par ailleurs, une hausse des revenus disponibles et l'appréciation du dollar australien ont induit un changement de destination chez les voyageurs australiens, des destinations moins onéreuses à moindre distance comme le Vanuatu à des destinations au long cours, plus chères, comme les USA et l'Europe.

Les arrivées par paquebot ont progressé tout au long de l'année, affichant une croissance de 26 pour cent par rapport à l'an dernier. Comparé à 2009, le nombre de paquebots venus cette année est en hausse de 12 pour cent en raison de la fréquence croissante des escales en comparaison d'années antérieures (graphique A).

Compte tenu de la durée de séjour des paquebots (une journée) relativement courte comparée à celle des visiteurs par avion (onze jours), l'apport par personne à l'économie du Vanuatu est légèrement plus élevé pour les visiteurs venus en avion que pour les passagers des paquebots. Il est par contre compensé par le nombre bien supérieur de touristes arrivant par bateau.

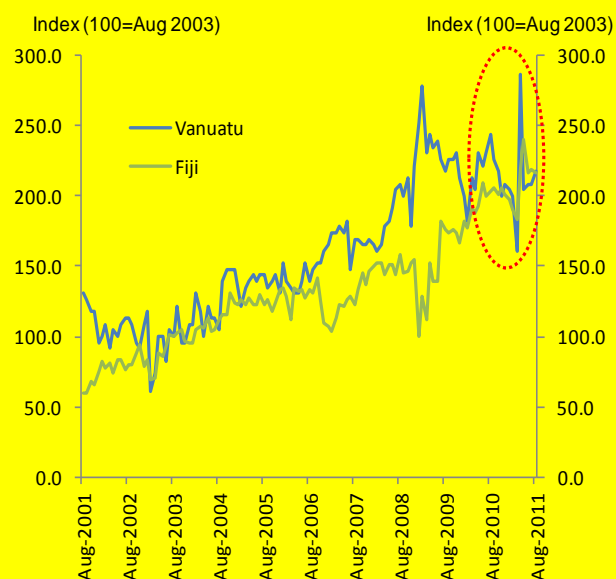
L'Australie conserve sa part du marché touristique au Vanuatu avec 60 pour cent de tous les visiteurs venus en 2011. Le nombre de touristes arrivant par avion au Vanuatu est tombé dernièrement du fait que d'autres destinations sont devenues très compétitives. Fidji a pendant longtemps été notre grand rival dans l'industrie du tourisme. Après le coup d'état fin 2006, nous avons pu profiter de leur part de marché et ce jusqu'à la fin de 2009, lorsque la dévaluation du dollar fidjien conjuguée avec de gros efforts promotionnels a vu s'inverser le nombre de visiteurs pour le Vanuatu – graphique B (cercle en pointillés). Depuis 2010, le touriste australien a trouvé que Fidji était plus attrayant que Vanuatu et bien qu'il y ait des signes de reprise au cours de la deuxième moitié de 2011, le recul des premiers six mois signifie que le nombre total de visiteurs pour 2011 risque de ne pas atteindre celui de 2010.

Graphique A : Visiteurs (par avion/paquebot)



Source : Bureau de la Statistique

Graphique B : Visiteurs au Vanuatu par pays



Source : Trésor australien

### 3.6 Evolution au plan monétaire

La **masse monétaire** totale (M2) a connu une légère augmentation de 0,5 pour cent et 2,7 pour cent respectivement sur les huit premiers mois de 2011 et pour l'année à fin août. Cette tendance à la hausse s'explique essentiellement par les mouvements de crédit intérieur, tandis que les avoirs nets en devises étrangères (ANDE) ont poursuivi leur tendance à la baisse. Parallèlement à cela, la monnaie de réserve a repris le dessus pendant cette période, après avoir connu une croissance négative par rapport à son niveau de l'année précédente. Cette augmentation de la monnaie de réserve résulte directement de la mesure prise par la BRV pour contrer la pression inflationniste, en augmentant ses exigences de dépôts de réserve légale (DRL) à 6 pour cent en août 2010, gardant son multiplicateur monétaire constant dans le temps (voir encadré 3).

Le total des ANDE a poursuivi sa tendance à la baisse de l'année précédente. Celle-ci s'explique en majeure partie par une diminution des ANDE dans les banques commerciales qui l'a emporté sur l'amélioration de la position d'ANDE de la Banque de Réserve. Les avoirs en devises que détenaient les banques commerciales ont commencé à diminuer en 2009, alors que dans le même temps, leurs dettes étrangères ont progressivement augmenté, dès 2010, traduisant l'accumulation continue de fonds dans les banques commerciales par des non-résidents. Sur l'année, jusqu'en août 2011, la croissance des ANDE dans les banques commerciales est restée négative à 39,2 pour cent. Par contre, les ANDE de la Banque de Réserve se sont vu augmenter à partir du premier trimestre de 2010 du fait d'afflux nets de devises étrangères, en majorité sous forme de subventions en espèces et pour des projets pour le compte du gouvernement. Ces apports ont plus que compensé les déboursements de devises, essentiellement pour le financement d'importations par les banques commerciales. Pendant les huit premiers mois, les ANDE de la Banque de Réserve sont restés sains comparé à la même période en 2010.

La croissance du crédit intérieur est restée ferme pendant les huit premiers mois de 2011, mais s'est progressivement ralentie par rapport aux niveaux enregistrés en 2010. Cette croissance est attribuable en majeure partie à des augmentations de crédit au secteur privé et aux créances nettes du système bancaire envers le gouvernement. En août 2011, le crédit intérieur se montait à 45,4 milliards de vatu, soit une progression de 2,3 pour cent par rapport à juillet. Le crédit au secteur privé<sup>4</sup>, qui représente la part la plus importante du crédit intérieur, a enregistré une augmentation de 6,4 pour cent au cours des huit premiers mois de 2011. En termes de la fin de l'année, la croissance affichait 9,4 pour cent sur l'année jusqu'en août 2011. La croissance du crédit au secteur privé pendant les huit premiers mois est due à la fois à des emprunts de la part de particuliers individuellement et de ménages et à des prêts à des entreprises, progressant de 7,1 pour cent et 4,3 pour cent respectivement.

---

<sup>4</sup> Inclut des données provenant des banques commerciales et de la BRV

### Encadré 3 : La monnaie de réserve (MR)

La monnaie de réserve (MR) représente le passif principal de la Banque de Réserve de Vanuatu (BRV) et joue un rôle crucial dans l'analyse et la politique monétaires. On parle parfois de monnaie à grande puissance, parce qu'une augmentation de la monnaie de réserve entraîne habituellement une augmentation bien plus importante de la masse monétaire et du crédit. La BRV est la seule entité dans l'économie qui a le pouvoir de créer de la monnaie en écrivant tout simplement un chèque contre elle-même. Par exemple, lorsque la BRV achète un bon du Trésor à un résident intérieur, elle paye en faisant un chèque contre elle-même. Le résident peut déposer le chèque dans une banque commerciale, qui à son retour le dépose à la BRV – avec pour résultat des versements bancaires croissants à la BRV qui viennent s'ajouter à la monnaie de réserve.

La MR comprend la devise en circulation (qui est la devise émise par la BRV et détenue ailleurs) et les versements que d'autres organismes dépositaires (AOD) utilisent pour satisfaire aux impératifs de réserve et à des fins de consignation, mais ne comprend pas les versements de la part du gouvernement et de non-résidents à la BRV, qui sont rapportés aux créances de la BRV à l'égard du gouvernement et aux avoirs étrangers nets respectivement. La MR peut inclure d'autres composantes complémentaires, suivant le genre d'obligations émis par la BRV. Les obligations de la BRV à l'égard d'autres organismes financiers, non financiers et d'autres secteurs résidents sont habituellement incluses dans la monnaie de réserve.

### Multiplicateur monétaire (*m*)

Toute augmentation de la MR sert à financer une expansion monétaire ultérieure dans le système bancaire. Aux termes du système de réserve d'appoint, les banques commerciales se servent de leurs dépôts pour consentir des prêts, pour ne garder qu'une fraction de leurs dépôts au titre de réserves. Le multiplicateur monétaire (*m*) est défini comme étant le rapport du stock de monnaie à la monnaie de réserve. Cela montre quelle est l'amplitude de la monnaie (M2) créée par une unité de monnaie de réserve (MR) :

$$m = \frac{M2}{RM} \Rightarrow M2 = m(RM)$$

Une augmentation de la masse monétaire peut être attribuée à une augmentation du multiplicateur monétaire et/ou une augmentation de la monnaie de réserve. L'approche traditionnelle en termes de politique monétaire a été de présumer que le multiplicateur restait constant, ou tout au moins prévisible, de sorte que la BRV pouvait fixer la monnaie de réserve en vue de parvenir à un niveau cible de masse monétaire. Toutefois, de nombreux pays ont constaté qu'avec la libéralisation financière, qui favorise la création de succédanés de monnaie, il n'est plus possible de compter sur la stabilité du multiplicateur monétaire, et ils ont donc abandonné cette approche.

**Graphique A:** Graphique illustrant le lien entre MR, *m* et M2 au Vanuatu



Source: Banque de Réserve de Vanuatu

### **3.7 Balance des paiements**

Le déséquilibre de la balance commerciale extérieure de Vanuatu est habituellement prononcé, traduisant une économie tributaire des importations. Les importations représentent à peu près quatre fois le volume des exportations, un niveau de déficit qui doit être compensé par des services et des transferts ou financé par les comptes de capitaux et financiers. Une balance des paiements globale (BPG) déficitaire entraîne une diminution des réserves de devises étrangères. Pour préserver la stabilité extérieure, la BRV est vouée à maintenir un seuil minimum de réserves internationales officielles, qui est fixé à 4 mois de couverture des importations. De ce fait, à la fin septembre 2011, les réserves officielles se montaient au total à 14.686 millions de vatu, ce qui correspond à environ 6 mois de couverture des importations.

A moyen terme, les importations sont pressenties croître, traduisant une expansion continue de l'économie. En conséquence, les importations sont pressenties augmenter au cours de la deuxième moitié de 2011, renforcées par les tendances saisonnières et une forte demande intérieure qui perdure. Par ailleurs, l'appréciation continuelle du dollar australien par rapport au vatu devrait rehausser la moyenne des dépenses dans le secteur touristique du Vanuatu et améliorer les volumes exportés du Vanuatu, notamment la viande, le coprah et les produits du coprah en Australie. Les comptes de capitaux et financiers devraient continuer d'enregistrer des excédents à moyen terme, finançant les déficits attendus dans le compte à court terme. Sauf circonstances imprévues, les réserves internationales officielles devraient alors rester saines aux alentours de 6,3 mois d'importations de marchandises jusqu'à la fin 2011, avec une légère baisse à 5,5 mois d'ici la fin 2012. Ces fluctuations seront en outre fortement influencées par les fonds d'aide.

### **3.8 Evolution des taux de change**

Le vatu a continué de s'affermir en moyenne contre la livre sterling et le dollar US pratiquement tout au long de 2011, dans un climat d'inquiétude chez les investisseurs concernant la crise de la dette dans la zone Euro et le risque qu'elle se propage à d'autres pays avancés. Il est inquiétant de voir que les investisseurs ont sensiblement relevé la prime de risque souverain pour la majorité des pays dans la zone euro, ce qui a miné encore plus la confiance dans l'économie. Le fait que le vatu soit fort par rapport au dollar US et à la livre a diminué le coût élevé des importations qu'ont connu les importateurs au Vanuatu pendant les premiers mois de 2011. Par contre, la valeur des importations au Vanuatu a progressé, mais à un rythme beaucoup plus lent sur l'année que par le passé.

Par opposition le vatu a enregistré une dépréciation tout au long de 2011 en moyenne par rapport à l'euro, au dollar australien, au dollar néo-zélandais et au yen japonais. La dépréciation de la monnaie du pays par rapport à ces grandes devises s'est reflétée dans l'évolution positive au plan des visiteurs en provenance de ces pays comparé à la même période en 2010. De même, un vatu plus faible a stimulé la valeur des exportations de Vanuatu à destination de l'Europe, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Japon comparé à la même période l'an dernier.

### **3.7. Inflation**

Les tendances à l'inflation ont encore fléchi, le taux d'inflation annuel étant tombé de 3,4 pour cent en décembre 2010 à 0,7 pour cent en mars 2011, pour continuer sa baisse jusqu'à 0,6 pour cent en juin 2011. Celle-ci est associée à de faibles augmentations des prix intérieurs dans leur ensemble, malgré la pression inflationniste des poussées des prix du carburant en provenance de l'étranger pendant la première moitié de l'année.

Pour le trimestre à fin juin 2011, l'indice des prix à la consommation (IPC) est monté de 0,7 pour cent après avoir baissé de 0,4 pour cent au trimestre à fin mars. Il a été entraîné par une hausse des prix de l'habitat et des services publics, des transports, des vêtements et des chaussures. Le prix des boissons alcoolisées et des produits alimentaires a lui aussi augmenté. Une baisse de prix a été relevée pour les fournitures ménagères, les loisirs, l'éducation et les communications. La marge de variation du prix des principales denrées alimentaires reste relativement modeste, traduisant le changement de direction du commerce vers des partenaires commerciaux du GFLM. Malgré les augmentations de prix du carburant sur les marchés mondiaux, l'effet ne s'est fait ressentir que modérément sur les prix intérieurs, avec des augmentations trimestrielles par catégorie, avec un impact direct sur le prix du carburant, notamment les transports, et les coûts de l'électricité sont restés faibles.

Comme il fallait s'y attendre, la pression inflationniste venant de la hausse des prix du pétrole a commencé à se répercuter sur les prix des transports et des services publics pendant les deuxième et troisième trimestres. En raison de l'effet de retardement des hausses de prix, pendant la première moitié de l'année l'augmentation des prix n'a été que modérée. De ce fait, le taux d'inflation prévisionnel à fin 2011 a été révisé à la baisse par rapport aux prévisions antérieures (mars 2011) de 3,2 pour cent à 2,8 pour cent (prévision août 2011). Le taux d'inflation annuel devrait rester dans la fourchette limite ciblée par la BRV de 0 à 4 pour cent.

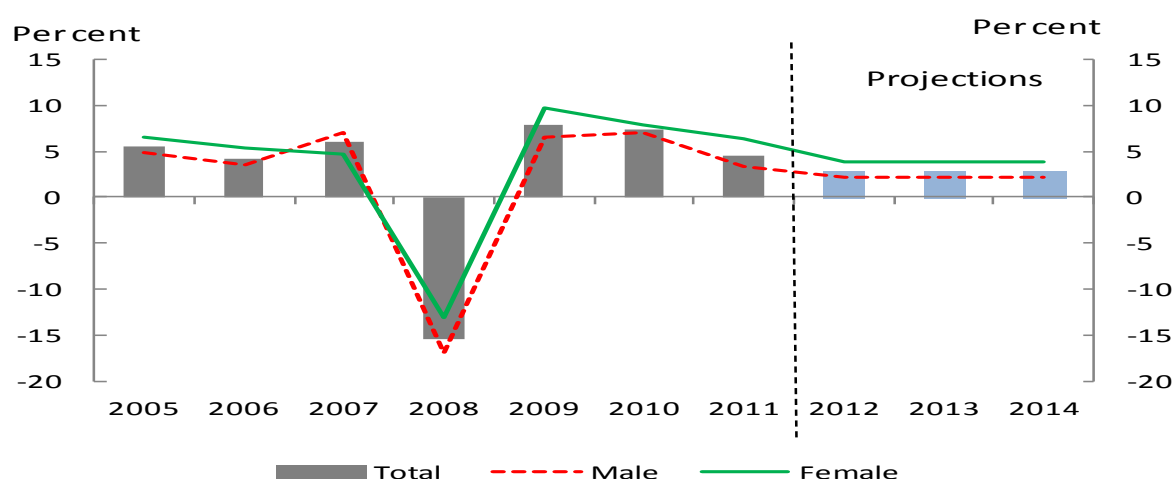
### **3.9 Emploi**

A présent, le Vanuatu ne dispose que de très peu de données fiables sur le marché de l'emploi. Toutefois, avec le recensement mené fin 2011 sur l'emploi formel et informel, une analyse beaucoup plus précise sera possible l'année prochaine. Un indicateur de l'emploi formel est le nombre de cotisants à la Caisse nationale de Prévoyance (CNPV). Au cours des sept dernières années, le nombre total des emplois formels au Vanuatu a progressé régulièrement, stimulé par la forte croissance économique que le pays a connue pendant cette période et un nombre croissant d'investisseurs créant de nouvelles opportunités d'emploi. En 2008, le nombre total d'emplois formels avait chuté par rapport à l'année précédente, conséquence de la crise économique mondiale. Puis les chiffres sont remontés en 2009, 2010 et au début de cette année, de 8 pour cent, 7 pour cent et 5 pour cent respectivement. Ce revirement sur le marché du travail a été soutenu par une croissance régulière de l'économie intérieure. Au plan des perspectives à moyen terme, l'emploi devrait continuer à progresser fermement, de nouveaux emplois seront créés grâce aux investissements attendus et une bonne performance de pratiquement tous les secteurs de l'économie.

Pour ce qui est de l'emploi en fonction du genre, la part de travailleurs mâles (environ 60 pour cent) reste supérieure à celle des femmes pour toute la période historique. Par contre, depuis 2004, le taux d'emploi a progressé presque au même rythme pour les hommes et les

femmes, avec les deux catégories semblant évoluer en parallèle, ce qui indique que la tendance est en faveur d'une égalité des genres, avec davantage de femmes rentrant dans la vie active chaque année. Elles devraient continuer en ce sens à moyen terme.

Le programme d'emploi saisonnier en Nouvelle-Zélande "New Zealand Recognized Seasonal Employment (RSE)" a, depuis son inception en 2007, contribué de façon considérable à offrir des possibilités de travail et de revenu pour les ni-Vanuatou sans emploi. D'après la direction de l'Inspection du Travail, ce programme a commencé avec 306 participants seulement en 2007, mais le nombre s'en est accru sensiblement depuis, avec 2.049 y participant en 2010 (une progression de 570 pour cent par rapport à 2007). L'argent renvoyé par les participants a servi à améliorer le niveau de vie et permis à quelques ni-Vanuatou de créer des mini- et petites entreprises. De plus, les participants ont pu bénéficier de ce programme par l'acquisition de nouvelles aptitudes et ont étendu leurs connaissances de diverses manières. On s'attend à ce que davantage de gens soient employés dans le cadre de tels programmes à l'avenir, notamment avec l'accès à d'autres marchés du travail, par exemple en Australie.



## **4. Actualisation fiscale et projections**

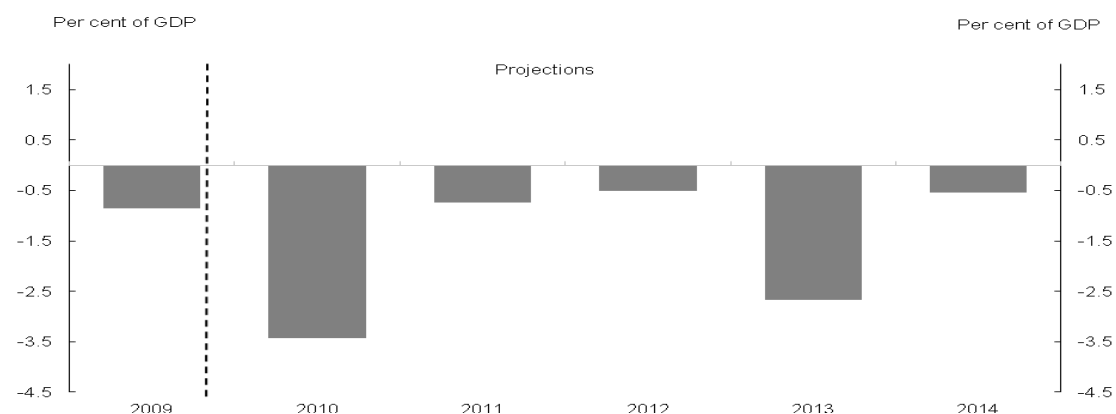
### **4.1 *Balance budgétaire***

La Loi de Finances publiques et de Gestion économique oblige le gouvernement à cibler un budget qui lui permette de maintenir sa 'valeur nette' à un niveau qui crée un tampon contre des facteurs qui pourraient nuire à sa 'valeur nette' à l'avenir. Elle stipule aussi que le gouvernement doit réduire et maîtriser l'endettement de l'Etat. En d'autres termes, le gouvernement se veut réaliser des excédents sur son budget de fonctionnement à moyen terme, ce qui lui permettra alors de réduire son endettement et de constituer des réserves en prévision des coups durs, et lorsqu'il fait effectivement des emprunts, ce n'est qu'à des fins d'investissement et non pas de consommation. Tenant compte de cette exigence de la loi, la situation budgétaire fiscale pour 2011 prévoyait un léger déficit à hauteur de 395,1 millions de vatu (soit 0,5 pour cent du PIB).

Les dépenses durant les neuf premiers mois de 2011 ont été légèrement supérieures à ce qui avait été ciblé dans le budget de l'exercice. Le prélèvement final et le déboursement de l'emprunt pour le projet d'I-gouvernement chinois n'avait pas été envisagé au moment de la préparation du budget pour 2011, en raison des retards et des incertitudes quant à l'achèvement des phases préliminaires du projet (les prélèvements étaient fonction de l'avancement des travaux). La perception des recettes a été bien meilleure que pour les deux exercices antérieurs et elle devrait atteindre la cible du budget 2011, grâce à une conformité accrue, une conjoncture favorable et en raison de dépenses gouvernementales plus élevées que prévu. Compte tenu de l'impact des dépenses de l'I-gouvernement, il est désormais anticipé qu'un déficit fiscal de l'ordre de 1.100,1 millions de vatu (soit 0,1 pour cent du PIB) sera enregistré à la fin de l'exercice 2011.

En ce qui concerne le budget 2012, c'est encore un déficit qui est anticipé. Les emprunts qui vont être contractés serviront à financer des dépenses d'investissement, ce qui permettra de conserver, voire rehausser la valeur nette globale de l'Etat. Le gouvernement s'occupe de revoir ses lois relatives aux recettes, d'en améliorer l'application et d'en étendre la couverture. Abstraction faite des dépenses de fonctionnement exceptionnelles que sont les élections et la conférence de l'ACP-UE, ces mesures concernant les recettes devraient aider le gouvernement à constituer des excédents de budget de fonctionnement à moyen terme. Toutefois, en parallèle, le gouvernement, avec le concours de ses partenaires donateurs, va entreprendre un ambitieux programme d'investissement destiné à stimuler la croissance qui nécessitera des emprunts externes à des conditions de faveur, devant servir en premier lieu à de gros projets d'infrastructure.

**Figure 6: Balance budgétaire globale**

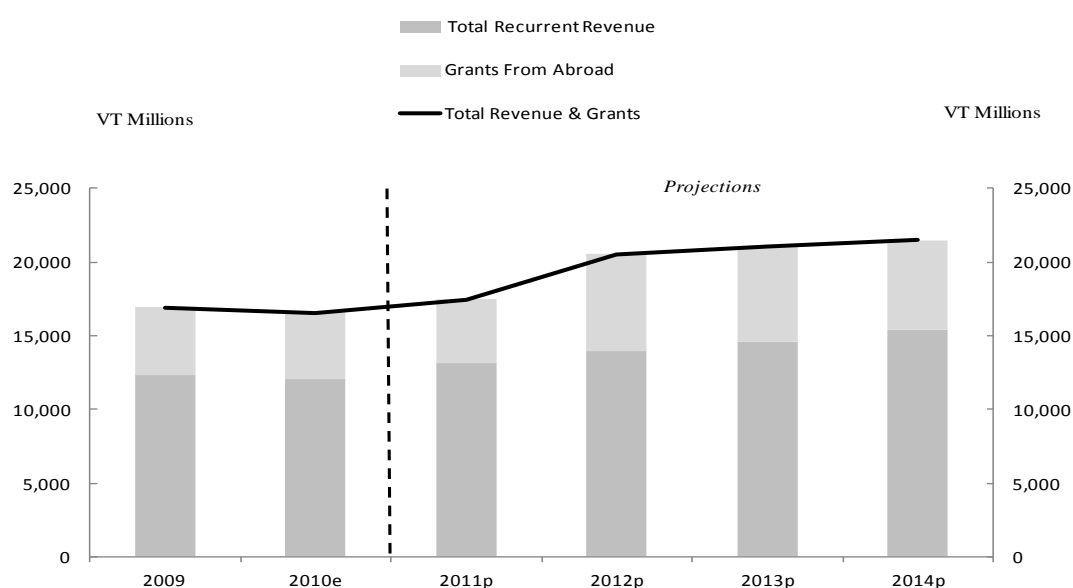


Source : Ministère des Finances et de la Gestion économique

## 4.2. Recettes 2011

Selon le budget 2011, la cible pour les recettes de fonctionnement était de 13.131 millions de vatu, ce qui représentait une hausse de 9,4 pour cent par rapport aux 12.001,6 millions de vatu perçus en 2010. Au cours de l'année, la perception s'est sensiblement améliorée comparé à 2010 et 2009 et comme le montant total des recettes de fonctionnement atteint actuellement la cible visée, il n'y a pas lieu de revoir l'état prévisionnel des recettes. De plus, comme le gouvernement continue de donner la priorité à une meilleure perception des recettes et que l'économie donne des signes de reprise cette année, les résultats devraient être encore plus probants. Il est prévu que le PIB progressera de 4,3 pour cent en 2011.

**Figure 7 : Recettes de fonctionnement et subventions**



Source: Ministry of Finance and Economic Management

La perception des recettes produites par la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les droits de douane à l'importation, les principales composantes des recettes fiscales, a été excellente tout au long des neuf premiers mois de 2011, grâce à une meilleure conformité et à une reprise de l'activité économique. Cette perception de recettes supérieures à l'exercice précédent traduit aussi en partie les dépenses plus élevées que prévues encourues par le gouvernement jusqu'à présent, ce qui a entraîné davantage de consommation privée laquelle se reflète au niveau de la TVA, des droits d'importation et de la taxe d'accise. En conséquence, les cibles de recettes, aussi bien pour la TVA que pour les droits de douane, restent inchangées à 4.866,1 millions et 2.699,5 millions de vatu respectivement. Parmi les principaux paniers de recettes, à la fin septembre, la TVA (principale source de recettes fiscales) avait rapporté 3.532,0 millions de vatu aux recettes de fonctionnement (soit 36,5 pour cent de toutes les recettes de fonctionnement perçues pendant cette période). A noter que cela représente 10,9 pour cent de plus que pour la même période en 2010 (3.185,1 millions de vatu). Pendant ce temps, les droits d'importation, deuxième catégorie principale de recettes, ont enregistré 2.066,3 millions de vatu (21,3 pour cent des recettes de fonctionnement totales) – un peu plus que les 1.877,2 millions de vatu rentrés au cours des neuf premiers mois de 2010.

Pour ce qui concerne les autres catégories de recettes fiscales, la performance au plan de la perception a été plutôt mitigée. Les taxes foncières qui devaient produire 502,8 millions de vatu en 2011 n'avaient atteint que 313,7 millions de vatu à fin septembre (soit 3,2 pour cent de toutes les recettes de fonctionnement perçues). Par ailleurs, les recettes provenant des patentes commerciales ont diminué, du fait de la suppression des patentes pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires inférieur à 4 millions de vatu. A la fin du mois de septembre, seuls 199,5 millions de vatu avaient été perçus (soit 3,1 pour cent du montant total des recettes de fonctionnement perçu). En revanche, l'impôt sur le chiffre d'affaires a dépassé sa cible avec 311,4 millions de vatu (109,7 pour cent des prévisions) perçus jusqu'à fin septembre.

En sus des recettes provenant des taxes, les recettes prévisionnelles non fiscales devaient rapporter 5.610,8 millions de vatu en 2011. Or, à la fin septembre, le montant total des recettes provenant de sources non fiscales s'élevaient à 2.921,8 millions de vatu (52,1 pour cent des prévisions). De ces recettes, la catégorie la plus importante, à savoir frais et charges d'administration, représentait 651,6 millions de vatu à la fin du mois de septembre (78,4 pour cent des prévisions). Dans cette catégorie, les principales composantes des recettes perçues consistaient en des droits de permis de travail (124,6 millions de vatu), de permis de séjour (108,1 millions de vatu) et en des charges commerciales (17,2 millions de vatu).

Les revenus engendrés par des activités liées aux entreprises et à l'immobilier constituent l'autre grande catégorie de recettes non fiscales. A la fin septembre, le montant total perçu à cet égard s'élevait à 202,8 millions de vatu, soit 46,8 pour cent de la cible du budget 2011 de 433,4 millions de vatu.

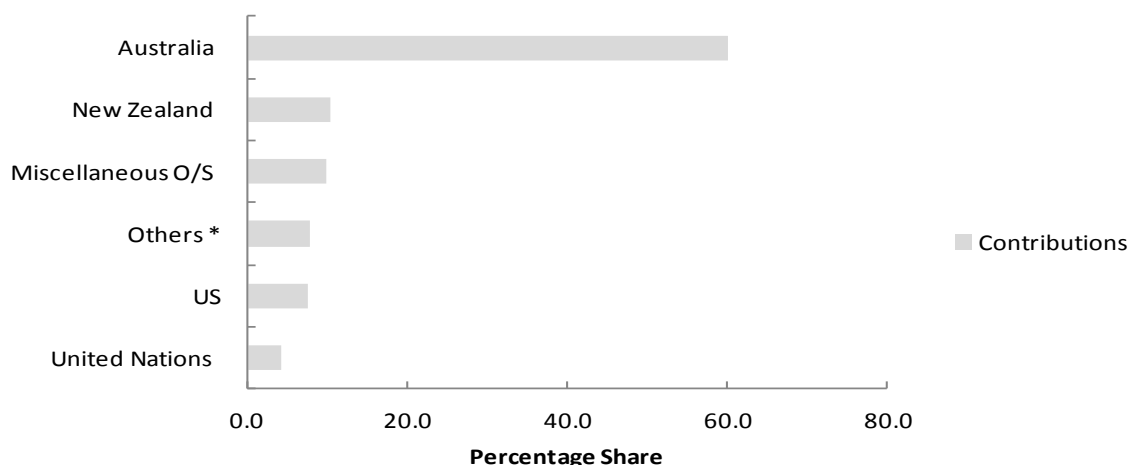
Les dividendes (qui font partie des revenus engendrés par des activités liées aux entreprises et à l'immobilier) se montaient à fin septembre 2011 à 50 millions de vatu (26,3 pour cent des prévisions budgétaires) et provenaient d'une seule source, la Banque de Réserve de Vanuatu. La Poste a annoncé un dividende de 70 millions de vatu, mais il n'avait pas encore été perçu au moment de préparer ce rapport. D'autres entreprises d'Etat (EA), comme la BNV, NISCOL et Ifira Stevedoring, qui versent des dividendes annuels, n'ont pas indiqué qu'ils allaient en déclarer pour cette année.

Les loyers fonciers ont également rapporté 132,5 millions de vatu au total de cette catégorie et ils ne vont vraisemblablement pas atteindre la cible prévue au budget 2011, à savoir 213,2 millions de vatu, parce que les contrats pour les agents d'exécution au service des Terres ont pris fin en milieu d'année.

Les recettes de fonctionnement extérieures, les fonds de partenaires donateurs, contribuent aussi, de façon considérable, au panier des ressources de l'Etat. Compte tenu de l'importance de voir les partenaires donateurs apporter des moyens susceptibles d'atténuer tout impact négatif de la faiblesse continue de l'économie mondiale, les subventions de l'étranger ont atteint un niveau solide avec 2.042,7 millions de vatu sur l'année jusqu'à la fin du mois de septembre. Avec trois mois restant encore à courir, on s'attend à ce que le soutien des donateurs atteigne 2.437,3 millions de vatu. Il s'agit là d'un montant inférieur aux 4.529,1 millions de vatu enregistrés en 2010. Cela s'explique principalement par le report de la mise en oeuvre de certains projets et aussi par le fait que certains projets entrepris en 2011 ont fait l'objet d'aides en nature, qui ne sont pas comptabilisés dans le système de gestion budgétaire du Vanuatu (SGBV). Sur les 2.042,7 millions de vatu reçus, la plus grosse part est venue de l'Australie avec 1.165,4 millions, suivi de la Nouvelle-Zélande avec 253,6 millions de vatu d'apport et MCA avec 155,2 millions de vatu (*graphique 8*).

Le gouvernement bénéficie d'un soutien direct à son budget de la part de l'Union Européenne. Celui-ci était supposé être d'une valeur de 266,0 millions de vatu pour 2011. Or, le déblocage du soutien de l'UE a été reporté à début 2012.

**Figure 8: Soutien apporté par les principaux partenaires bailleurs de fonds au gouvernement de Vanuatu (2011)**



Sourc

e : Ministère des Finances et de la Gestion économique.

\*Comprend la Commission du Pacifique Sud, l'Organisation Mondiale de la Santé, ISP, Contribution du gouvernement, France et Chine.

### 4.3 Prévisions de recettes pour le budget national intégré de 2012

L'initiative d'un budget national intégré se poursuivra en 2012. Grâce à cette dernière, le gouvernement vise à rapprocher le gouvernement et les partenaires donateurs pour aligner les

objectifs des programmes d'aide avec la politique du gouvernement, en vue de mieux gérer les implications de coût de fonctionnement et donc la pérennité financière des investissements en capital dans des services publics essentiels.

Les prévisions de recettes de fonctionnement pour 2012 s'élèvent au total à 13.970 millions de vatu, ce qui est 6,4 pour cent de plus que dans le budget d'origine pour 2011, c'est-à-dire 13.131 millions de vatu. Ces estimations représentent le plafond maximum qui soit compatible avec la prudence fiscale.

Une des principales sources de recettes, la TVA, devrait continuer de dominer le flot de recettes fiscales en 2012, avec des prévisions de contribution de 5.167 millions de vatu aux recettes de fonctionnement (soit 38,7 pour cent du total des recettes de fonctionnement). Cela représente une progression de 6,2 pour cent par rapport aux projections de 2011. La deuxième source principale, les droits de douane à l'importation, devrait rapporter 2.977 millions de vatu en 2012 – en légère hausse de 10,3 pour cent sur le budget de 2011. Cette augmentation vient surtout des prévisions de hausse des prix et tient compte des engagements pris à l'égard de l'OMC concernant le calendrier convenu pour les marchandises. Par ailleurs, les perspectives d'activités commerciales étant bonnes pour 2012, les recettes contribuées par les patentes commerciales et l'impôt sur le chiffre d'affaires sont pressenties atteindre 223 millions et 330 millions de vatu respectivement.

Les frais et charges d'administration sont prévus diminuer par rapport aux prévisions de 2011 de 831 millions de vatu à 703 millions de vatu en 2012, traduisant des estimations prévisionnelles plus réalistes en termes de perception d'encaisse réelle de la part des ministères opérationnels, ainsi que des réductions sur certains droits et charges comme ceux imposés aux bateaux de pêche. 2010 fut une année très calme au plan de la croissance économique avec les derniers chiffres estimatifs indiquant une croissance de 2,2 pour cent. Maintes entreprises en ont été touchées, et c'est venu s'ajouter aux modifications apportées à la loi du travail concernant les indemnités de fin d'emploi. C'est pourquoi les dividendes versés par les entreprises d'Etat au gouvernement ont été très faibles en 2011. Néanmoins, selon les données économiques provisoires les plus récentes, 2011 aurait été une meilleure année, donc le gouvernement doit pouvoir s'attendre à davantage de dividendes en 2012.

Le gouvernement est conscient de la nécessité de poursuivre des efforts rigoureux pour améliorer le potentiel de perception de recettes et l'exécution. Il est indispensable de parvenir à des niveaux de perception plus élevés pour pouvoir assurer une meilleure prestation de services à la population de Vanuatu – un but qui constitue un des engagements clés du budget 2012.

Etant donné que les accords bilatéraux habituels seront maintenus, on s'attend à ce qu'un soutien considérable de la part des donateurs continue tout au long de 2012. Un exemple important est la politique d'éducation primaire universelle que poursuit le gouvernement, financée conjointement par le gouvernement de Vanuatu à hauteur de 164,3 millions de vatu, l'Australie pour 134,6 millions de vatu et la Nouvelle-Zélande pour 164,3 millions de vatu. Et ce en sus des autres engagements de partenaires donateurs qui sont pressentis atteindre un chiffre record de 6.556 millions de vatu en 2012. C'est un niveau d'engagement considérable, et il est prévu continuer à des niveaux semblables à moyen terme. C'est une reconnaissance de la bonne performance du Vanuatu en matière de gestion financière et de bonne gouvernance.

## 4.4 Dépenses 2011

Dans l'ensemble, les dépenses respectent les cibles budgétaires pour la majorité des instances opérationnelles. Toutefois, il y a eu des hausses imprévues des dépenses en rapport avec un contrôle légal mou de la part des plus hauts cadres, notamment le grand nombre d'actes de décharge signés par le gouvernement en début d'année, plus l'impact de la loi de finances complémentaires passée en milieu d'année. C'est pourquoi le ministère des Finances et de la Gestion économique a pris des mesures appropriées pour contrôler les dépenses dans toutes les instances opérationnelles dans la mesure du possible. Celles-ci comprennent de nouvelles dispositions légales pour gérer ce genre d'acte de décharge. Cependant, à bien des égards, les dépenses affichent une hausse par rapport à la même période l'année dernière, tout en restant dans les limites des prévisions budgétaires originales, ce qui est important.

A fin septembre, le montant total des dépenses de fonctionnement s'élevait à 10.984 millions de vatu, soit 78,8 pour cent de l'état prévisionnel des dépenses de fonctionnement pour 2011 (13.936 millions de vatu). Compte tenu de la tendance à dépenser plus vers la fin de l'année qui a caractérisé les derniers exercices, on s'attend à ce que les crédits provisionnés dans le budget 2011 soient entièrement épuisés. De plus, avec les onze lignes budgétaires complémentaires et les trois crédits d'urgence, dont la valeur conjuguée représente 505 millions de vatu, les prévisions de dépenses pour 2011 passeraient alors à 14.440 millions de vatu.

Deux crédits d'urgence étaient en réponse au cyclone Vania qui a frappé la province de Tafea (comptant pour 35,5 millions de vatu de dépenses) et l'exonération des droits de scolarité pour la province de Tafea suite à l'impact du cyclone Vania sur les cultures de rapport (63,6 millions de vatu). La loi de finances complémentaires a été adoptée par le Parlement en août et portait sur 505 millions de vatu (*Tableau 3*).

**Tableau 3: Total du budget complémentaire 2011**

Ligne budgétaire complémentaire	Montant (VT)
Marque commerciale pour le tourisme	13,000,000
Jeux du Pacifique Sud	19,000,000
Allocations parlementaires	52,000,000
Nouveaux diplômés infirmiers 2011	23,000,000
Nouveaux diplômés médecins 2010 et 2011	18,000,000
Recrutement d'infirmiers/infirmières des Iles Salomon	20,000,000
Provision insuffisante pour traitement du personnel	28,000,000
Avance pour la conférence ACP, frais accessoires et divers	41,000,000
OMC	25,000,000
Bourses d'études	96,800,126
Jeux de Torba	39,481,700
Exonération des droits de scolarité à Tafea à cause du cyclone Vania	63,661,120
Cyclone Vania	35,500,000
Dépenses de mise en cale de RVS Tukoro	30,000,000
Parlement	13,887,219
Ministère de la Santé	30,000,000
<b>Total</b>	<b>548,330,165</b>

La catégorie principale des dépenses de fonctionnement est représentée par les traitements de personnel (c'est-à-dire payes et pensions de retraite), comptant pour 5,6 millions de vatu de dépenses à fin septembre, en hausse de 5,6 pour cent par rapport à 2010.

La deuxième catégorie importante de dépenses de fonctionnement est représentée par les biens et services (c'est-à-dire dépenses opérationnelles). Les dépenses pour biens et services divers à la fin septembre s'élevaient à 2.086,3 millions de vatu, soit 74,3 pour cent de la cible visée de 2.809,7 millions de vatu. Contrairement aux traitements du personnel, qui constituent une obligation légale, les dépenses opérationnelles des pouvoirs publics ne peuvent pas dépasser les montants provisionnés – ce qui signifie que le risque fiscal associé à des dépenses en trop ne s'étend pas aux dépenses de biens et services.

La dernière grande catégorie de dépenses, à savoir subsides et virements divers, s'élevait à 1.639 millions de vatu à fin septembre, ce qui est 82,8 pour cent de la cible (1.978,6 millions de vatu). Tout comme les dépenses de biens et services, les dépenses de virement se limitent à ce qui est provisionné dans le budget.

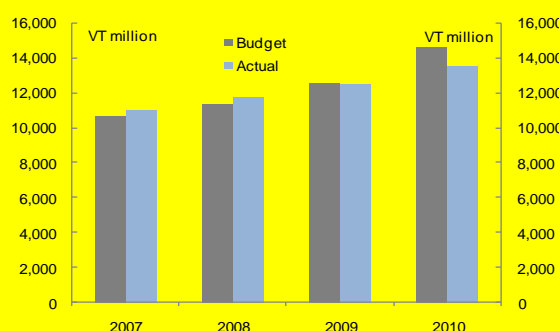
Parmi les virements, les virements à des organes gouvernementaux représentent la plus grande composante avec 882,3 millions de vatu, utilisés à fin septembre. Viennent ensuite les virements aux ménages avec 509,3 millions de vatu. Les virement aux provinces et aux communes, pour leur part, se montaient à 174 millions de vatu, la sous-catégorie restante des virements à l'étranger comptant pour 73,4 millions de vatu. Les virements à l'étranger s'entendent pour couvrir les obligations de cotisation pour l'adhésion du Vanuatu à des organisations internationales, ainsi que les allocations et frais de cours des étudiants payables à des établissements à l'étranger.

## Encadré 4 : Rapport de gestion financière 2010

En 2011, la section du Trésor du ministère des Finances et de la Gestion économique (MFGE) a produit son tout premier rapport de gestion financière. Ce rapport a été préparé en vue d'examiner comment les deniers publics ont été utilisés par chacune des instances du gouvernement du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2010. Bien qu'individuellement, ministères et organes constitutionnels opèrent différemment dans leur utilisation des deniers publics, ce rapport fait néanmoins ressortir quelques problèmes clés au plan des dépenses qui touchent l'ensemble des pouvoirs publics.

Prises dans leur ensemble, comme le montre le graphique A, les dépenses de fonctionnement réelles de l'Etat sont très légèrement au dessus du budget en 2007 et 2008, traduisant des dépenses d'investissement en capital supplémentaires nécessitées par les routes du Millennium Challenge Account qui n'étaient pas connues au moment de la préparation du budget. Par contre, en 2009 et 2010, les dépenses réelles correspondent aux affectations budgétaires approuvées par le Parlement. Cela montre que le système d'information pour la gestion financière et les contrôles internes mis en place au MFGE fonctionnent bien pour assurer un contrôle global.

**Graphique A : Dépenses de fonctionnement réelles par rapport aux dépenses prévisionnelles**



Source : Ministère des Finances et de la Gestion économique

Le fait que la valeur des virements sur l'ensemble des programmes et des transferts pour l'ensemble des centres de coûts ait diminué de 1.217 millions de vatu et 531 millions de vatu en 2007 à 159 millions et 145 millions de vatu en 2010 est une indication de la qualité de la préparation budgétaire de chacune des instances opérationnelles. Cela signifie qu'elles utilisent leurs deniers comme prévu lors de la préparation des budgets et de l'affectation des crédits, bien que la baisse relevée en 2010 résulte en partie du principe de ne pas autoriser des virements par ponction sur des économies de salaires à des fins d'exploitation, et ce afin de réduire les dépenses.

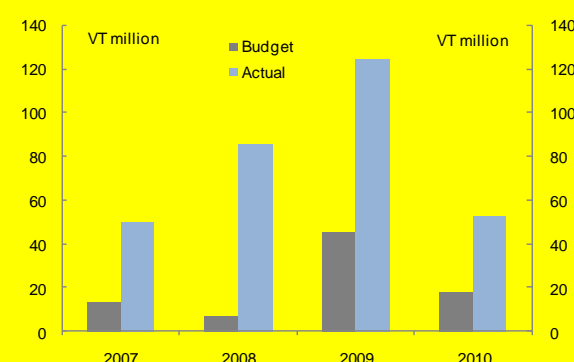
En 2008, une décision de principe a été prise consistant à relever l'indemnité de subsistance pour les déplacements intérieurs à 10.000 vatu par jour pour les dix premiers jours de déplacement, qui est ensuite

Par ailleurs, il y a eu une augmentation considérable des dépenses pour les paiements de fin d'emploi par suite de départs à la retraite. Cela vient en partie d'un changement apporté aux règles de la Commission de la Fonction publique, permettant de verser à certain fonctionnaires deux mois d'indemnité de fin d'emploi par année d'ancienneté (selon la loi sur l'emploi, un employé ne peut prétendre qu'à un mois par année d'ancienneté). Cela tient aussi en partie à ce que de nombreux fonctionnaires recrutés à l'indépendance arrivent à l'âge de la retraite. Les dépenses sont passées de 121 millions de vatu en 2007 à 392 millions de vatu en 2010.

Les frais de justice (sans compter les frais d'avocat) payés par le gouvernement ont aussi eu tendance à dépasser les budgets au cours des dernières années. Par exemple, en 2010, 10 millions de vatu avaient été provisionnés pour frais de justice, mais ceux-ci se sont montés à 113 millions de vatu. Cela résulte en partie de ce que les ministres ont la faculté de signer des actes de décharge.

Autre domaine particulièrement préoccupant, où l'on a constaté une escalade des dépenses réelles bien au delà des crédits autorisés, alors qu'il n'y a pas eu de changement notoire à la politique gouvernementale, ce sont les dépenses de véhicules neufs (graphique B).

**Graphique B : Dépenses réelles contre prévisionnelles pour de nouveaux véhicules**



Source : Ministère des Finances et de la Gestion économique

Le gouvernement doit provisionner des dépenses exceptionnelles comme la conférence ACP-UE et les élections, et il est ainsi soumis à des pressions sévères s'il veut équilibrer son budget et maintenir une situation de trésorerie positive en 2012. Ce rapport de gestion financière a permis d'identifier quelques domaines où il est possible de réaliser des "gains d'efficacité" dans les pouvoirs publics, donc des économies, sans devoir procéder à des réductions draconiennes globales.

Parmi les mesures de dépense qui seront introduites en 2012 suite aux constatations de ce rapport, citons :

- Ramener l'indemnité journalière pour les déplacements dans le pays à VT 3.500.
- Harmoniser la loi sur la FP avec la loi sur l'emploi en ce qui concerne les indemnités de fin

ramenée à 5.000 vatu pour chaque jour au delà de dix jours. Or, il semblerait que certaines instances n'appliquent pas rigoureusement cette règle et en conséquence, les dépenses se sont amplifiées de 65 millions de vatu en 2007 à 244 millions en 2010. Qui plus est, les dépenses d'indemnité journalière ont dépassé les montants affectés au cours des 3 dernières années (par exemple, en 2010, 244 millions en termes réels contre 172 millions prévisionnels). Cela signifie que des fonds destinés à d'autres fins ont été utilisés pour couvrir les dépenses d'indemnités journalières, .

d'emploi.

- Veiller à ce tous les actes de décharge pour une valeur supérieure à 10 millions de vatu soient obligatoirement soumis au Conseil des Ministres.

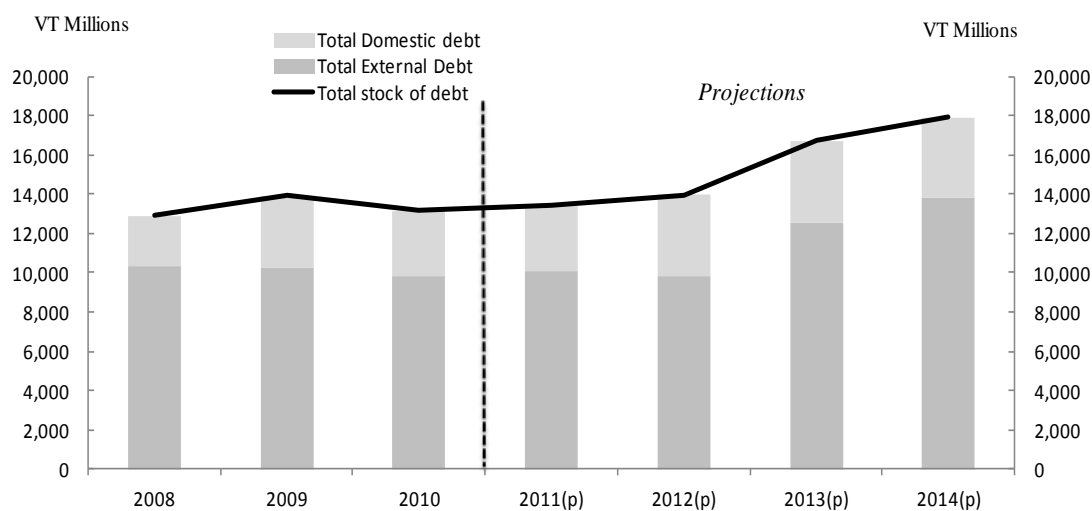
## Analyse de l'envergure supportable de l'endettement

Le Trésor a effectué une analyse approfondie de l'envergure supportable de l'endettement au début de l'année avec le concours de quelques-uns de nos partenaires donateurs. Cette analyse a révélé que le niveau d'endettement actuel était gérable, de même que l'augmentation envisagée pour faire face à de gros travaux d'infrastructure. Il se peut qu'il y ait des défis au plan du débit des remboursements de la dette à l'avenir, mais à présent, ceux-ci sont estimés être en deçà des limites prudentielles reconnues internationalement. L'analyse a également révélé que, lorsque nous incluons la masse de dettes éventuelles quantifiables, le gouvernement a atteint sa limite prudentielle déclarée de rapport d'endettement au PIB de 40%.

Le montant de l'endettement est pressenti croître rapidement de 33,7% à moyen terme pour atteindre 17.913 milliards de vatu d'ici 2014. Cette escalade vient essentiellement d'emprunts extérieurs à des conditions de faveur liés à de gros projets d'infrastructure. Elle découle aussi en partie de l'augmentation des emprunts intérieurs liés aux déficits financiers encourus en 2010 et 2011, qui ont été financés par des emprunts sur le marché intérieur. Ce sera peut-être aussi le cas en 2012 si les fonds de soutien au budget ne se concrétisent pas.

Toutefois, le plus gros risque pour ce qui est de pouvoir supporter l'endettement pourrait venir de problèmes de liquidités, c'est-à-dire si le gouvernement ne disposait pas de liquidités suffisantes pour faire face aux obligations arrivant à maturité à moyen terme. Même s'il est peu probable que les bons et les paiements à des conditions de faveur soient touchés, le gros problème serait une forte augmentation des remboursements suite à une concrétisation des dettes éventuelles. Certes, elles sont difficiles à quantifier, en raison en partie de la mauvaise comptabilité dans certaines entreprises d'Etat, mais le ministère des Finances estime qu'elles auront atteint environ 22,7 milliards de vatu à la fin 2010, ce qui amènerait la masse totale d'endettement à 55% du PIB, et c'est inquiétant.

**Figure 9 : Masse de la dette, sans compter les dettes éventuelles**



ce : Département des Finances

Sour

#### **4.5 Etat prévisionnel des dépenses dans le budget national intégré 2012**

L'état prévisionnel des dépenses de fonctionnement de l'Etat pour 2012 s'élève à 14.766,8 millions de vatu au total. Cela représente une hausse de 5,9 pour cent par rapport à l'état prévisionnel des dépenses de fonctionnement pour 2011 avec 13.935,6 millions de vatu. Elle s'explique en majeure partie par une augmentation des dépenses liées aux élections législatives et provinciales, plus le coût d'accueillir la conférence des pays ACP. En conséquence, il est estimé que les dépenses de biens et de services vont croître de 7,5 pour cent, de 11.188,6 millions de vatu en 2011 à 12.021,3 millions en 2012. La hausse est liée à des dépenses accrues pour les traitements et les salaires, ainsi que pour d'autres biens et services (opérationnels) assorties de prévisions de dépenses inférieures pour d'autres contributions.

Il est estimé que les subsides et autres transferts vont eux aussi grimper, de 0,4 pour cent, de 1.978,6 millions de vatu en 2011 à 1.985,9 millions de vatu en 2012. Cette hausse s'explique par des subsides supplémentaires en rapport avec la nouvelle initiative de subside pour le kava, d'une valeur de 50 millions de vatu, et d'une augmentation des subsides pour le coprah de 42 millions de vatu.

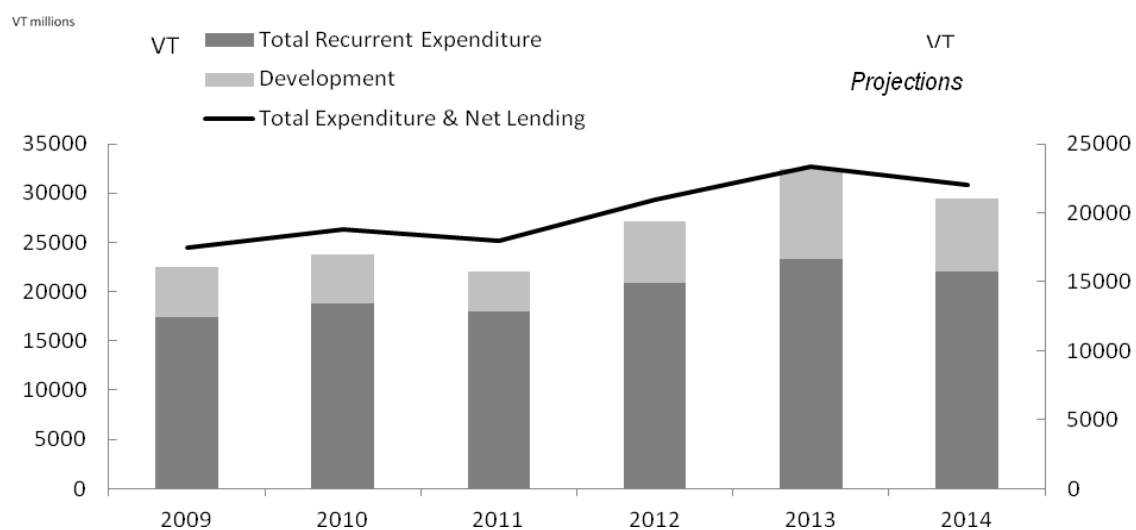
L'état prévisionnel des dépenses de fonctionnement dans le budget 2012 inclut toutes les nouvelles propositions de principe (NPP), qui se montent à 618 millions de vatu. Il s'agit d'une forte augmentation des affectations aux NPP, de 115 pour cent, par rapport aux 287 millions convenus en 2011. Cette tendance à la hausse des affectations aux NPP reflète les besoins croissants de la population de Vanuatu et implique un renforcement des secteurs sociaux et productifs. Ces NPP vont devoir être financées par des réserves de caisse plutôt que par des afflux de recettes de fonctionnement, ce qui est un souci.

En ce qui concerne les secteurs sociaux, le gouvernement envisage d'attribuer 137 millions de vatu de plus au ministère de l'Education pour couvrir les traitements et indemnités du corps enseignant actuel. La sécurité nationale sera elle aussi renforcée avec 47 millions de vatu affectés au corps de la Police de Vanuatu, pour rehausser la présence de la police dans les collectivités isolées du pays. Dans la même optique de renforcement des secteurs sociaux, le ministère de la Santé recevra 38 millions de vatu de plus pour les nouveaux infirmiers et infirmières obtenant leur diplôme en 2011, de façon à renforcer et améliorer les soins et la qualité des soins de santé pour tout le monde.

Le gouvernement continuera de renforcer et de rehausser les secteurs productifs en 2012 pour favoriser la croissance économique et cela se traduit par des crédits supplémentaires de 60 millions de vatu affectés à l'Office du Tourisme de Vanuatu (OTV) pour mieux promouvoir et commercialiser le Vanuatu en tant que destination touristique.

L'état prévisionnel des dépenses de fonctionnement pour 2012 est le plafond absolu de ce que le gouvernement peut dépenser pour ses priorités de principe qui ont été énoncées dans la déclaration de politique budgétaire pour 2012.

**Figure 10: Total des dépenses et des prêts nets**



En sus des dépenses de fonctionnement, des fonds de bailleurs de fonds, pour une valeur de 6.156 millions de vatu, devraient être débloqués, selon le calendrier prévu, en 2012. Cela amène le total des dépenses et prêts nets à 20.923 millions de vatu.

**Tableau 4: Recettes**

	Actual 2009	Prelim 2010	Orig Budget 2011	Projection 2011	Jan-Sept 2011	Budget 2012	Forecast 2013	Forecast 2014
<b>Tax Revenue</b>	<b>10,825.0</b>	<b>10,923.9</b>	<b>11,836.3</b>	<b>11,836.3</b>	<b>8,795.7</b>	<b>12,743.4</b>	<b>13,293.5</b>	<b>14,050.9</b>
<b>Taxes on income and profits</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Taxes on property</b>	<b>463.3</b>	<b>485.4</b>	<b>502.8</b>	<b>502.8</b>	<b>313.7</b>	<b>550.3</b>	<b>581.1</b>	<b>617.7</b>
<b>Taxes on the use of goods</b>	<b>6,445.6</b>	<b>7,773.5</b>	<b>8,628.8</b>	<b>8,628.8</b>	<b>6,414.2</b>	<b>9,213.7</b>	<b>9,581.1</b>	<b>10,123.2</b>
VAT	4,304.9	4,301.1	4,866.1	4,866.1	3,528.3	5,166.9	5,455.8	5,799.7
Business Licenses	280.9	255.3	222.3	222.3	199.5	223.3	235.8	250.7
Turnover Tax	262.3	267.8	284.0	284.0	311.4	330.0	348.4	370.4
Internet Casino	29.1	5.6	35.1	35.1	3.1	25.3	26.7	28.4
Debits Tax	0	0	0	0	0	0	0	0
Service Taxes	74.5	67.3	81.9	81.9	57.6	85.0	89.8	95.4
Excise	606.9	1,792.5	2,022.8	2,022.8	1,343.7	2,096.1	2,165.6	2,240.2
Other	887.0	1,083.9	1,116.6	1,116.6	970.5	1,287.0	1,259.0	1,338.4
<b>Taxes on international trade</b>	<b>3,916.1</b>	<b>2,665.1</b>	<b>2,704.7</b>	<b>2,704.7</b>	<b>2,067.8</b>	<b>2,979.3</b>	<b>3,131.4</b>	<b>3,309.9</b>
Export duty	8.0	1.4	5.2	5.2	1.3	2.3	2.4	2.6
Import duty	3,908.0	2,663.6	2,699.5	2,699.5	2,066.4	2,977.0	3,128.9	3,307.3
Import duty breakdown								
beer & wine	260.8	183.0	176.5	176.5	127.7	189.3	199.8	212.4
tobacco	546.9	165.1	143.3	143.3	118.8	170.0	175.6	181.7
vehicles	258.6	196.5	209.5	209.5	127.5	225.0	237.6	252.6
motor spirits	758.1	244.9	293.6	293.6	383.7	469.0	484.6	501.3
other	2,083.7	1,874.1	1,876.6	1,876.6	1,308.7	1,923.8	2,031.3	2,159.4
<b>Non-Tax Revenue (incl grants)</b>	<b>6,081.2</b>	<b>5,625.8</b>	<b>5,619.0</b>	<b>5,619.0</b>	<b>3,005.8</b>	<b>7,784.4</b>	<b>7,778.6</b>	<b>7,446.9</b>
<b>Entrepr &amp; Property Income</b>	<b>639.5</b>	<b>229.2</b>	<b>433.4</b>	<b>433.4</b>	<b>202.8</b>	<b>512.2</b>	<b>523.5</b>	<b>537.0</b>
Dividends	440.7	55.0	190.2	190.2	50.0	310.0	310.0	310.0
Property Income	140.2	145.5	213.2	213.2	149.7	192.2	202.9	215.7
Other	58.6	28.7	30.0	30.0	3.1	10.0	10.6	11.2
<b>Administrative fees and charges</b>	<b>793.0</b>	<b>835.3</b>	<b>831.5</b>	<b>831.5</b>	<b>652.4</b>	<b>703.1</b>	<b>742.4</b>	<b>789.3</b>
Households	313.8	343.6	392.1	392.1	308.8	325.5	343.7	365.3
Other	479.2	491.7	439.4	439.4	343.6	377.7	398.8	423.9
<b>Other non-tax revenue</b>	<b>32.4</b>	<b>32.1</b>	<b>29.7</b>	<b>29.7</b>	<b>24.7</b>	<b>11.4</b>	<b>12.0</b>	<b>12.8</b>
<b>Total Recurrent Revenue</b>	<b>12,289.9</b>	<b>12,020.6</b>	<b>13,131.0</b>	<b>13,131.0</b>	<b>9,675.6</b>	<b>13,970.1</b>	<b>14,571.5</b>	<b>15,389.8</b>
as % of GDP	19.5%	18.2%	18.2%	18.2%	13.4%	18.0%	17.3%	16.7%
<b>Sales of fixed capital assets</b>	<b>6.3</b>	<b>4.8</b>	<b>8.2</b>	<b>8.2</b>	<b>0.9</b>	<b>1.6</b>	<b>1.7</b>	<b>1.8</b>
<b>Grants From Abroad</b>	<b>4,610.0</b>	<b>4,529.1</b>	<b>4,316.2</b>	<b>4,316.2</b>	<b>2,125.9</b>	<b>6,556.1</b>	<b>6,499.0</b>	<b>6,106.1</b>
Project Grants	4,610.0	4,431.4	4,050.2	4,050.2	2,125.9	6,156.1	6,099.0	5,606.1
Budget Support	0	97.7	266.0	266.0	0	400.0	400.0	500.0
<b>Total Revenue &amp; Grants</b>	<b>16,906.2</b>	<b>16,554.6</b>	<b>17,455.3</b>	<b>17,455.3</b>	<b>11,801.5</b>	<b>20,527.8</b>	<b>21,072.1</b>	<b>21,497.8</b>
as % of GDP	26.8%	25.0%	24.3%	24.3%	16.4%	26.5%	25.0%	23.3%
<b>Gross borrowing</b>	<b>1,729.4</b>	<b>1,761.2</b>	<b>1,471.4</b>	<b>1,471.4</b>	<b>1,619.9</b>	<b>901.9</b>	<b>4,343.7</b>	<b>4,107.6</b>
Domestic	590.0	1,199.5	1,471.4	1,471.4	1,050.2	901.9	1,301.9	2,301.8
External	1,139.4	561.8	0.0	0.0	569.7	0	3,041.8	1,805.8
<b>Sale of financial assets</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Principal receipts from lending</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL RECEIPTS</b>	<b>18,635.7</b>	<b>18,315.8</b>	<b>18,926.7</b>	<b>18,926.7</b>	<b>13,421.5</b>	<b>21,429.6</b>	<b>25,415.8</b>	<b>25,605.4</b>
as % of GDP	29.6%	27.7%	26.3%	26.3%	18.7%	27.7%	30.2%	27.7%

Tableau 5: Dépenses

	Actual 2009	Prelim 2010	Orig Budget 2011	Projection 2011	Jan-Sept 2011	Budget 2012	Forecast 2013	Forecast 2014
<b>Goods and Services</b>	<b>10,006.8</b>	<b>11,236.9</b>	<b>11,188.6</b>	<b>11,737.5</b>	<b>8,119.4</b>	<b>12,021.3</b>	<b>11,631.9</b>	<b>11,980.9</b>
Salary & Wages	7,186.6	7,668.0	7,793.4	7,882.4	5,687.2	8,383.1	8,346.6	8,597.0
Other Contributions	435.7	650.5	585.4	585.4	345.0	418.6	431.1	444.1
Other Goods and Services	2,384.5	2,918.4	2,809.7	3,269.7	2,087.3	3,219.6	2,854.2	2,939.8
<b>Interest Payments</b>	<b>317.8</b>	<b>333.5</b>	<b>467.5</b>	<b>467.5</b>	<b>353.3</b>	<b>509.6</b>	<b>459.5</b>	<b>468.5</b>
Domestic	189.0	194.4	363.5	363.5	222.7	355.4	328.5	328.5
External	128.8	139.1	104.0	104.0	130.6	154.2	131.0	140.0
<b>Subsidies and other transfers</b>	<b>1,430.6</b>	<b>1,468.6</b>	<b>1,978.6</b>	<b>1,978.6</b>	<b>1,639.0</b>	<b>1,985.9</b>	<b>1,839.5</b>	<b>1,894.7</b>
Subsidies	108.0	0	108.0	108.0	0	200.0	0	0
Transfers to Government Bodies	835.4	894.3	1,043.1	1,043.1	882.3	1,001.3	1,031.4	1,062.3
Transfers to Provinces & Municipalities	209.6	216.7	248.1	248.1	174.0	255.8	263.5	271.4
Transfers to Households	202.4	324.0	496.4	496.4	509.3	432.6	445.5	458.9
Transfers Abroad	75.4	33.7	82.9	82.9	73.4	96.2	99.1	102.1
<b>Acquisition of fixed capital assets</b>	<b>676.2</b>	<b>447.9</b>	<b>300.9</b>	<b>300.9</b>	<b>303.6</b>	<b>250.0</b>	<b>250.0</b>	<b>250.0</b>
<b>Total Recurrent Expenditure</b>	<b>12,431.4</b>	<b>13,486.9</b>	<b>13,935.6</b>	<b>14,484.5</b>	<b>10,415.3</b>	<b>14,766.8</b>	<b>14,180.9</b>	<b>14,594.0</b>
as % of GDP	19.7%	20.4%	19.4%	20.1%	14.5%	19.1%	16.9%	15.8%
<b>Lending minus repayments</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Non-Recurrent Transfers to Govt Bodies</b>	<b>0</b>	<b>400.0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Development</b>	<b>5,009.9</b>	<b>4,933.6</b>	<b>4,050.2</b>	<b>4,050.2</b>	<b>2,450.3</b>	<b>6,156.1</b>	<b>9,140.8</b>	<b>7,411.9</b>
Salary & Wages	277.8	428.1	287.5	287.5	259.9	437.0	648.9	526.2
Other Goods and Services	1,030.8	1,236.4	923.5	923.5	1,120.7	1,403.6	2,084.2	1,690.0
Acquisition of Fixed Capital Assets	3,492.9	2,863.7	2,589.2	2,589.2	894.3	3,935.4	5,843.4	4,738.2
Other Expenditures	208.4	405.4	250.0	250.0	175.4	380.0	564.2	457.5
<b>Total Expenditure &amp; Net Lending</b>	<b>17,441.3</b>	<b>18,820.6</b>	<b>17,985.8</b>	<b>18,534.7</b>	<b>12,865.6</b>	<b>20,922.9</b>	<b>23,321.7</b>	<b>22,005.9</b>
as % of GDP	27.7%	28.4%	25.0%	25.8%	17.9%	27.0%	27.7%	23.8%
<b>Amortisation</b>	<b>1,065.5</b>	<b>697.4</b>	<b>941.0</b>	<b>941.0</b>	<b>402.7</b>	<b>1,228.0</b>	<b>1,599.9</b>	<b>2,599.8</b>
Domestic	688.3	399.5	600.0	600.0	200.0	901.8	1,301.9	2,301.8
External	377.2	298.0	341.0	341.0	202.7	326.2	298.0	298.0
<b>Change In Balances</b>	<b>128.8</b>	<b>(1,202.2)</b>	<b>(0.0)</b>	<b>(549.0)</b>	<b>153.1</b>	<b>(721.2)</b>	<b>494.3</b>	<b>999.6</b>
Currency	0	0	0	0	0	0	0	0
Operational	(610.8)	(1,261.8)	(0.0)	(549.0)	(92.3)	(721.2)	494.3	999.6
Development	739.6	59.6	0	0	245.4	0	0	0
<b>TOTAL PAYMENTS</b>	<b>18,635.7</b>	<b>18,315.8</b>	<b>18,926.7</b>	<b>18,926.7</b>	<b>13,421.5</b>	<b>21,429.6</b>	<b>25,415.8</b>	<b>25,605.4</b>
as % of GDP	29.6%	27.7%	26.3%	26.3%	18.7%	27.7%	30.2%	27.7%

**Tableau 6: Financement**

	<b>Actual 2009</b>	<b>Prelim 2010</b>	<b>Orig Budget 2011</b>	<b>Projection 2011</b>	<b>Jan-Sept 2011</b>	<b>Budget 2012</b>	<b>Forecast 2013</b>	<b>Forecast 2014</b>
<b>A. Total Revenue and Grants</b>	<b>16,906.2</b>	<b>16,554.6</b>	<b>17,455.3</b>	<b>17,455.3</b>	<b>11,801.5</b>	<b>20,527.8</b>	<b>21,072.1</b>	<b>21,497.8</b>
<b>B. Total Expenditure and Net Lending</b>	<b>17,441.3</b>	<b>18,820.6</b>	<b>17,985.8</b>	<b>18,534.7</b>	<b>12,865.6</b>	<b>20,922.9</b>	<b>23,321.7</b>	<b>22,005.9</b>
<b>Balance Budget</b>	<b>(535.1)</b>	<b>(2,266.0)</b>	<b>(530.4)</b>	<b>(1,079.4)</b>	<b>(1,064.1)</b>	<b>(395.1)</b>	<b>(2,249.5)</b>	<b>(508.2)</b>
Per cent of GDP	(0.8)	(3.4)	(0.7)	(1.5)	(1.5)	(0.5)	(2.7)	(0.6)
<b>D. External Financing</b>	<b>762.2</b>	<b>263.8</b>	<b>(341.0)</b>	<b>(341.0)</b>	<b>367.0</b>	<b>(326.2)</b>	<b>2,743.8</b>	<b>1,507.8</b>
<b>D1. Concessional Financing</b>	<b>762.2</b>	<b>263.8</b>	<b>(341.0)</b>	<b>(341.0)</b>	<b>367.0</b>	<b>(326.2)</b>	<b>2,743.8</b>	<b>1,507.8</b>
New Borrowing	1,139.4	561.8	0	0	569.7	0	3,041.8	1,805.8
(Less Amortisation)	377.2	298.0	341.0	341.0	202.7	326.2	298.0	298.0
<b>D2. Commercial Financing</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
New Borrowing	0	0	0	0	0	0	0	0
(Less Amortisation)	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>E. Domestic Financing</b>	<b>(227.1)</b>	<b>2,002.2</b>	<b>871.4</b>	<b>1,420.4</b>	<b>697.1</b>	<b>721.3</b>	<b>(494.3)</b>	<b>(999.6)</b>
<b>E1. Domestic Market Borrowing (NET)</b>	<b>(98.3)</b>	<b>800.0</b>	<b>871.4</b>	<b>871.4</b>	<b>850.2</b>	<b>0.1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
New Domestic Market Borrowing	590.0	1,199.5	1,471.4	1,471.4	1,050.2	901.9	1,301.9	2,301.8
(Less Amortisation)	688.3	399.5	600.0	600.0	200.0	901.8	1,301.9	2,301.8
<b>E2. Other Domestic Borrowing</b>	<b>(128.8)</b>	<b>1,202.2</b>	<b>0.0</b>	<b>549.0</b>	<b>(153.1)</b>	<b>721.2</b>	<b>(494.3)</b>	<b>(999.6)</b>
New Domestic Borrowing	0	0	0	0	0	0	0	0
(Less Amortisation)	0	0	0	0	0	0	0	0
(Change In Balances)	128.8	(1,202.2)	(0.0)	(549.0)	153.1	(721.2)	494.3	999.6
<b>TOTAL FINANCING</b>	<b>535.1</b>	<b>2,266.0</b>	<b>530.4</b>	<b>1,079.4</b>	<b>1,064.1</b>	<b>395.1</b>	<b>2,249.5</b>	<b>508.2</b>
<b>Gross Borrowing</b>	<b>1,729.4</b>	<b>1,761.2</b>	<b>1,471.4</b>	<b>1,471.4</b>	<b>1,619.9</b>	<b>901.9</b>	<b>4,343.7</b>	<b>4,107.6</b>
Concessional	1,139.4	561.8	0	0	569.7	0	3,041.8	1,805.8
Commercial	0	0	0	0	0	0	0	0
Domestic	590.0	1,199.5	1,471.4	1,471.4	1,050.2	901.9	1,301.9	2,301.8

## Tableau 7: Opérations fiscales du gouvernement

Ce tableau a été préparé suivant les directives GFS 01 les plus récentes du FMI

GFS Code	GFS Description*	Actual 2009	Prelim 2010	Original Budget 2011	Budget 2012	Forecast 2013	Forecast 2014
<b>TRANSACTIONS AFFECTING NET WORTH:</b>							
<b>A1</b>	<b>Revenue</b>	<b>16,900.0</b>	<b>16,549.7</b>	<b>17,447.2</b>	<b>20,526.2</b>	<b>21,070.4</b>	<b>21,496.0</b>
A11	Taxes	10,825.0	10,923.9	11,836.3	12,743.4	13,293.5	14,050.9
A111	Taxes on income, profits, and capital gains	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A112	Taxes on payroll & workforce	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A113	Taxes on property	463.3	485.4	502.8	550.3	581.1	617.7
A114	Taxes on goods & services	6,445.6	7,773.5	8,628.8	9,213.7	9,581.1	10,123.2
A115	Taxes on international trade & transactions	3,916.1	2,665.1	2,704.7	2,979.3	3,131.4	3,309.9
A116	Other taxes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A12	Social contributions	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A13	Grants	4,610.0	4,529.1	4,316.2	6,556.1	6,499.0	6,106.1
A14	Other revenue	1,464.9	1,096.6	1,294.6	1,226.7	1,277.9	1,339.0
<b>A2</b>	<b>Expense</b>	<b>13,272.2</b>	<b>15,108.9</b>	<b>15,095.7</b>	<b>16,737.5</b>	<b>17,228.3</b>	<b>17,017.7</b>
A21	Compensation of employees	7,900.1	8,746.6	8,666.4	9,238.7	9,426.6	9,567.2
A22	Use of goods and services	3,415.3	4,154.8	3,733.2	4,623.3	4,938.4	4,629.8
A23	Consumption of fixed capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A24	Interest	317.8	333.5	467.5	509.6	459.5	468.5
A25	Subsidies	108.0	0.0	108.0	200.0	0.0	0.0
A26	Grants	1,531.1	1,874.0	2,120.6	2,165.9	2,403.8	2,352.2
A27	Social benefits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A28	Other expense	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>GOB</b>	<b>Gross operating balance (1-2+23+NOBz)</b>	<b>3,627.7</b>	<b>1,440.8</b>	<b>2,351.4</b>	<b>3,788.6</b>	<b>3,842.2</b>	<b>4,478.2</b>
<b>NOB</b>	<b>Net operating balance (1-2+NOBz) <sup>c/</sup></b>	<b>3,627.7</b>	<b>1,440.8</b>	<b>2,351.4</b>	<b>3,788.6</b>	<b>3,842.2</b>	<b>4,478.2</b>
<b>NOB</b>	<b>Net operating balance (1-2+NOBz-A13) excluding donor grants <sup>c/</sup></b>	<b>(982.3)</b>	<b>(3,088.4)</b>	<b>(1,964.8)</b>	<b>(2,767.4)</b>	<b>(2,656.8)</b>	<b>(1,627.9)</b>
<b>TRANSACTIONS IN NONFINANCIAL ASSETS:</b>							
<b>A31</b>	<b>Net Acquisition of Nonfinancial Assets</b>	<b>4,162.9</b>	<b>3,306.8</b>	<b>2,881.9</b>	<b>4,183.8</b>	<b>6,091.7</b>	<b>4,986.4</b>
A311	Fixed assets	4,162.9	3,306.8	2,881.9	4,183.8	6,091.7	4,986.4
A312	Change in inventories	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A313	Valuables	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A314	Nonproduced assets	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>NLB</b>	<b>Net lending / borrowing (1-2+NOBz-31)</b>	<b>(535.1)</b>	<b>(1,866.0)</b>	<b>(530.4)</b>	<b>(395.1)</b>	<b>(2,249.5)</b>	<b>(508.2)</b>
<b>TRANSACTIONS IN FINANCIAL ASSETS AND LIABILITIES</b>							
<b>A32</b>	<b>Net acquisition of financial assets</b>	<b>0.0</b>	<b>400.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>
A321	Domestic	0.0	400.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A322	Foreign	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A323	Monetary gold and SDRs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>A33</b>	<b>Net incurrence of liabilities</b>	<b>535.1</b>	<b>2,266.0</b>	<b>530.4</b>	<b>395.1</b>	<b>2,249.5</b>	<b>508.2</b>
A331	Domestic	(227.1)	2,002.2	871.4	721.3	(494.3)	(999.6)
A332	Foreign	762.2	263.8	(341.0)	(326.2)	2,743.8	1,507.8
Vertical check: Difference between net lending/borrowing and financing (1-2-31=32-33-NLBz=0)							
		0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

**Tableau 8: Compte des emprunts de l'Etat**

	2008 Actual	2009 Actual	2010 Actual	2011(p) Projection	2012(p) Projection	2013(p) Projection	2014(p) Projection
<b>External Debt</b>							
Bilateral							
CFD	423.8	374.5	297.1	259.9	227.9	193.3	158.7
China	3,282.6	3,139.0	3,103.0	3,672.7	3,672.7	3672.7	3672.7
Japan						2209.0	3313.5
<b>Total Bilateral Debt</b>	<b>3,706</b>	<b>3,514</b>	<b>3,400</b>	<b>3,933</b>	<b>3,901</b>	<b>6,075</b>	<b>7,145</b>
Multilateral							
ADB	4,902.2	5,184.1	5,149.8	4,991.6	4,840.7	4861.5	5101.4
EIB	440.5	312.8	222.76	164.86	112.73	57.7	2.7
IDA	1,294.8	1,211.5	1,086.89	1,026.59	979.27	1582.9	1529.1
<b>Total Multilateral Debt</b>	<b>6,637.5</b>	<b>6,708.3</b>	<b>6,459.5</b>	<b>6,183.1</b>	<b>5,932.7</b>	<b>6,502.1</b>	<b>6,633.2</b>
<b>Total External Debt</b>	<b>10,343.9</b>	<b>10,221.9</b>	<b>9,859.6</b>	<b>10,115.7</b>	<b>9,833.4</b>	<b>12,577.2</b>	<b>13,778.2</b>
<b>Total Domestic debt</b>	<b>2,583.0</b>	<b>3,684.1</b>	<b>3,284.7</b>	<b>3,284.7</b>	<b>4,134.9</b>	<b>4,134.9</b>	<b>4,134.9</b>
<b>Total stock of debt</b>	<b>12,926.9</b>	<b>13,906.1</b>	<b>13,144.3</b>	<b>13,400.4</b>	<b>13,968.3</b>	<b>16,712.1</b>	<b>17,913.1</b>
<i>(In percent of GDP)</i>	<i>21%</i>	<i>22%</i>	<i>20%</i>	<i>19%</i>	<i>18%</i>	<i>20%</i>	<i>19%</i>
<b>Contingent liabilities</b>	<b>20,020</b>	<b>18,086</b>	<b>22,975</b>				
<b>Total as % of GDP</b>	<b>55%</b>	<b>51%</b>	<b>55%</b>				

# Déclaration de politique budgétaire 2012

## 1. Déclaration de responsabilité

La déclaration de politique budgétaire qui suit fait renvoi aux articles 9 et 10 de la Loi N°6 de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique (FPGE), auxquels elle est conforme.

L'article 9 stipule que le gouvernement doit :

- **préciser quelles sont ses politiques économiques et financières, y compris celles qui se rapportent à des variables fiscales et économiques essentielles ; et**
- **faire état de la discipline à laquelle il souscrira dans ses transactions économiques et financières.**

L'article 10 stipule que le gouvernement doit :

- faire état de ses **objectifs à long terme** en matière de politique fiscale pour ce qui est des principales variables économiques et fiscales ;
- préciser quelles sont les principales **priorités stratégiques** sous-tendant la préparation du budget ;
- indiquer quelles sont les **cibles** du gouvernement quant aux variables fiscales et économiques ; et
- apporter une assurance que les objectifs à long terme énoncés dans la déclaration sont :
  - a. compatibles avec les principes de gestion fiscale responsable, tels qu'énoncés à l'article 22 de la Loi FPGE ; et
  - b. compatibles avec la déclaration de politique budgétaire pour l'exercice écoulé, c'est-à-dire que les politiques demeurent cohérentes dans le temps, ou que toute dérogation à ces dernières a fait l'objet de justifications.

Conformément à l'article 10, le gouvernement confirme que les objectifs de la politique fiscale, les priorités stratégiques et les intentions sont compatibles avec les principes de gestion fiscale responsable, tels que spécifiés à l'article 22 de la Loi de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique et, dans l'ensemble, cohérents par rapport à la déclaration de politique budgétaire pour 2011.

## 2. Politiques économiques et financières

La loi de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique précise les principes de gestion fiscale responsable, ce qui implique que le gouvernement doit poursuivre des politiques budgétaires qui :

- garantissent que les emprunts de l'État se maintiendront à des niveaux maîtrisables ;
- permettent d'entretenir les éléments d'actif de l'État en bon état ;
- permettent de gérer avec prudence les risques fiscaux ;
- maintiennent des taux de fiscalité stables et prévisibles.

La plus haute priorité du gouvernement pour l'exercice 2012 est de maintenir la croissance économique du pays et le bien-être de tous les vanuatais de manière financièrement durable, sans compromettre la croissance économique à l'avenir.

Le gouvernement y parviendra grâce à une gestion saine des finances publiques et en respectant des politiques fiscalement responsables. Selon l'article 22 de la Loi FPGE, le gouvernement est tenu de respecter des "principes de gestion fiscale responsable" qui sont énoncés dans l'encadré ci-contre.

### Principes d'une gestion fiscale responsable

1. réduire et ensuite gérer l'ensemble de la dette publique à des niveaux prudents, de façon à aménager un système tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur le niveau de l'endettement total à l'avenir. Pour ce faire, il faut veiller à ce que le total de l'ensemble des dépenses de l'État pour chaque exercice soit inférieur au total de l'ensemble des recettes perçues au cours du même exercice ;
2. réaliser et maintenir une valeur publique nette à des niveaux qui permettent d'interposer un tampon pour parer à des facteurs qui pourraient avoir un impact négatif sur cette valeur à l'avenir ;
3. gérer avec prudence les risques fiscaux auxquels l'État s'expose ; et
4. poursuivre des politiques qui sont compatibles avec un degré de prédiction raisonnable quant au niveau et à la stabilité des taux d'imposition pour les années à venir.

## 3. Politiques budgétaires

Les politiques budgétaires du gouvernement reposent sur les "principes d'une gestion fiscale responsable" applicables en vertu de l'article 22 de la Loi FPGE de 1998 et comprennent :

1. les priorités budgétaires pour 2012 ;
2. les cibles économiques et fiscales en 2012 ; et
3. les objectifs fiscaux à long terme.

#### ***a) Les priorités en ce qui concerne le budget 2012***

Après mûre réflexion, le gouvernement a retenu des domaines prioritaires énoncés dans le plan directeur “Planifier à long terme, Agir à court terme” pour la période des quatre années à venir. En 2012, le gouvernement restera prudent pour réaliser ses politiques actuelles, telles énumérées ci-dessous :

- faciliter l'accès à l'enseignement primaire et aux programmes de développement de la jeunesse, ainsi qu'aux possibilités d'emploi ;
- mettre en valeur la bonne gouvernance via le renforcement de la responsabilisation et de l'état de droit, la réduction de la corruption, ainsi que le maintien de la transparence dans les charges et instances publiques ;
- veiller à une mise en valeur équitable et durable des terres et des ressources naturelles ;
- assurer des services d'infrastructure fiables et accessibles ;
- mettre en valeur un environnement favorable au secteur productif ;
- permettre un milieu propice aux affaires commerciales
- assurer des soins de santé de qualité ;
- poursuivre la décentralisation et le renforcement institutionnel ;
- mettre en valeur les processus démocratiques qui permettront une stabilité politique ; et
- renforcer la sécurité et l'état de droit.

Le gouvernement continuera de mener des politiques favorables à l'amélioration de l'économie, en apportant une attention particulière aux problèmes qui pèsent sur les perspectives de croissance. Dans le cadre de ce programme, le gouvernement continuera à surveiller et mener des réformes des entreprises d'État et de services publics là où c'est nécessaire. Il est également d'une haute importance qu'il facilite le déroulement paisible de l'élection générale de 2012.

#### ***(b) Politiques fiscales***

La première priorité du gouvernement en 2012 est de gérer avec efficacité son budget de manière à favoriser la croissance économique et assurer une distribution des avantages de cette croissance à toutes les communautés de Vanuatu. Le gouvernement continuera de mener des politiques qui encouragent une croissance entraînée par le secteur privé et s'assurera à ce que la croissance à long terme des entreprises d'État reste productive.

#### ***(c) Mise à jour économique en 2012***

D'après les perspectives de l'économie mondiale de janvier 2011, la FMI a révisé à la hausse de ¼ de pourcentage ses prévisions de la croissance économique mondiale par rapport à celles de 4,5 pourcent faites en octobre pour l'année 2011. On s'attend à ce que la croissance mondiale

soit plus marquée dans les marchés émergents. À l'avenir, on s'attend à ce que la croissance de la production mondiale augmente d'un autre 4,5% en 2012.

Toutefois, des questions se posent sur la croissance mondiale lors de la hausse spectaculaire de l'importance et la volatilité du mouvement de capitaux vers les économies émergentes. En parallèle, les risques de l'inflation mondiale restent élevés en 2011. Cela s'explique par une forte demande contre un retour d'offre médiocre aux conditions rétrécies du marché. D'autre part, le chômage dans les pays à économie avancée reste élevé. On s'attend à voir les prix des produits de base autre que le pétrole augmenter en 2011 grâce aux conditions climatiques. Ceci grèvera à son tour les budgets des ménages à faible revenu et commencera à s'introduire dans l'inflation des prix globale des économies.

La croissance économique réelle du pays compte augmenter raisonnablement de 3% en 2011 et 4% en 2012, poussée par les secteurs de services, de l'industrie et de l'agriculture. Cependant, étant donné les déséquilibres de la croissance mondiale, il y a des risques de perte en cas de baisse aux prévisions du PIB. Grâce à un taux de chômage élevé dans les pays à économie avancée, combiné aux agitations politiques dans les pays exportateurs de pétrole, au désalignement des taux de change dans les pays en voie de développement et à l'économie soumise aux catastrophes naturelles, la reprise de l'économie nationale est loin d'être certaine.

L'indice national des prix à la consommation a augmenté en 2010 de 2,8% en moyenne pour se mettre à la hauteur de 135,8 avec un taux d'inflation annuel de 3,4% relatif à 2009. L'augmentation du niveau des prix est survenue en réponse des facteurs extérieures et des conditions économiques améliorées à l'étranger, qui ont obligé Vanuatu à subir des prix d'importation élevés. En conséquence, cela reflète aussi la monétisation du déficit budgétaire en 2010. Il se peut que la croissance d'inflation annuelle dépasse les prévisions annuelles de la BRV de 3 à 4 pourcent en 2011, avec des pressions intensives venant du secteur fiscal et de l'étranger.

#### ***(d) Gestion budgétaire***

Le gouvernement s'engagera à obtenir un budget équilibré en 2012, en accord avec les politiques et priorités budgétaires de 2012. Les principes de la gestion fiscale responsable, présentés à l'article 22 de la Loi relative aux FPGE, aideront et guideront le gouvernement à gérer ses recettes et dépenses à des niveaux prudents afin d'obtenir un budget équilibré en 2012.

#### ***(e) Endettement et emprunts***

Le gouvernement continuera de veiller à ce que la dette publique reste à un niveau gérable en 2012 et au delà. Ceci va apporter un tampon qui permettra d'absorber les chocs défavorables à la position fiscale de l'État. Ce dernier veillera à ce que les emprunts extérieurs et intérieurs servent uniquement à financer des projets d'investissement en capital susceptibles de générer d'autres moyens et de rendements financiers élevés afin de les rembourser pour les générations futures qui vont en hériter.

#### ***(f) Recettes et taxes***

La priorité de l'État en matière de recettes est de maximiser les perceptions en étendant l'application vers les îles et en renforçant la conformité et l'administration des taxes en vigueur. Une conformité améliorée en ce qui concerne les droits à l'importation, le droit d'accise, la TVA

et la Loi sur les licences d'exploitation des commerces y apportera assistance. Le gouvernement continuera à minimiser les exonérations et à accorder plus d'importance à la collecte des dettes d'imposition, en appliquant, en cas de nécessité, des mesures disciplinaires contre les personnes concernées. De la même manière, il se contentera d'améliorer l'effectivité et l'efficacité de la perception de recettes tout au long de l'année.

#### ***(g) Politiques eu égard aux programmes des dépenses***

Les priorités de l'État en terme de programmes de dépenses sont de continuer à apporter un financement suffisant pour la prestation de services essentiels et de s'assurer que les niveaux de dépense ne dépassent pas les montants prévus au budget. Le gouvernement espère également faire de sérieuses économies là où c'est nécessaire, dans tous les ministères, services, organes constitutionnels en 2012, par rapport au budget de la précédente année. La maximisation de la productivité reste la cible principale des programmes et activités approuvés, pour ajouter de la valeur à l'usage du fonds public qui est déjà très limité. Les conclusions du rapport sur la réglementation 2.2 ont identifié des domaines qui ont besoin de nouvelle répartition, de réduction et de prévisions budgétaires réalistes. Donc, le gouvernement veillera à améliorer l'efficacité, supprimer les frais parasites, appliquer la stricte discipline financière et imposer des mesures punitives si nécessaire. Ces efforts doivent permettre la viabilité des finances publiques et font partie des objectifs de l'État dans le but d'obtenir une meilleure qualité, une efficacité plus importante et une responsabilisation améliorée de service.

#### ***4. Nouvelles propositions de principe***

Chaque année, le gouvernement affecte des fonds pour de nouvelles propositions de principe qui sont compatibles avec les principales priorités de l'État.

Les nouvelles propositions de principe qui s'inscrivent dans les grands axes énoncés en 3.a) ne pourront être prises en considération pour un financement en 2012 que si elles :

- arrivent à tenir dans l'ensemble de l'enveloppe fiscale ;
- ont été bien étudiées et détaillées proprement de façon à renforcer les politiques et programmes essentiels du gouvernement ;
- cadrent avec la capacité du ministère à les mettre en oeuvre suivant le calendrier proposé ;
- sont susceptibles d'aider à l'expansion et au taux de croissance économique du pays ; et
- sont financièrement renouvelables au cas où elles deviennent des activités récurrentes.

Le budget 2012 inclura des nouvelles propositions de principe financées par des bailleurs de fonds, qui ont été mises au point pour mettre en oeuvre les priorités politiques du gouvernement, comme l'accès à l'enseignement primaire. Cela permettra de garantir que les financements venant des bailleurs de fonds passent par le système de gestion budgétaire de l'État et s'alignent sur la priorité gouvernementale. La fusion de ces deux axes de financement devrait conduire à une rationalisation plus pointue. Grâce à ce nouveau procédé d'intégration budgétaire, le

gouvernement sera en mesure de mieux gérer les implications de coûts de fonctionnement et donc d'assurer la pérennité des projets d'investissement dans des services d'utilité publique essentiels.

### **5. Cibles économiques et fiscales en 2012**

Pour le cas où il devrait faire face à des bouleversements dans l'économie intérieure, le gouvernement va continuer d'appliquer des politiques susceptibles d'assurer l'équilibre budgétaire en 2012. Le taux de croissance économique prévisionnel pour l'exercice 2012 est estimé à 4,0 pourcent en termes réels, moyennant un taux d'inflation de l'ordre de 3 à 4 pourcent.

<b>Cibles budgétaires en 2012</b>	<b>Objectifs fiscaux à long terme</b>
<b>Balance budgétaire</b> Budget équilibré	Le budget de fonctionnement affiche une balance positive à moyen terme
<b>Recettes</b> Les recettes de fonctionnement sont prévues de correspondre à au moins 19% du PIB	Disposer d'une base de recettes élargie, avec des recettes suffisantes pour atteindre l'objectif de la balance budgétaire. Les recettes récurrentes doivent atteindre au moins 22% du PIB.
<b>Dépenses</b> Les dépenses de fonctionnement sont prévues de correspondre à 19% du PIB	S'assurer que les dépenses sont compatibles avec l'objectif de la balance budgétaire
<b>Endettement</b> La dette publique reste dans des limites maîtrisables	Gérer la dette à des niveaux prudents de façon à ce que sa part du PIB reste au dessous de 40%
<b>Croissance économique</b> Prévisions de croissance de 4%	Taux de croissance économique annuel en moyenne supérieur au taux de croissance démographique (2,3%)
<b>Inflation</b> Prévisions d'inflation de 3 à 4%	Le taux d'inflation annuel reste inférieur à 4%

### **6. Conclusion**

La préparation du budget 2012 s'appuiera sur les politiques et priorités actuelles du gouvernement. Le budget sera préparé suivant les "principes de gestion fiscale responsable" et les objectifs fiscaux à long terme du gouvernement.

Le gouvernement restera prudent dans toutes les prises de décision, en dépit de l'élection en 2012 ; il prendra une responsabilité sérieuse et sur le plan financier afin d'obtenir un budget sûr, gérable et équilibré pour 2012.



**GOUVERNEMENT  
DE LA  
REPUBLIQUE DE VANUATU**

**BUDGET 2012**

**TOME 2**

**2012 Program Budget Estimates  
Budget Des Programmes 2012**

## **Table of Content/ Table de Matiere**

1. Parliamentary Appropriation 2012.....1	
Appropriation par le Parlement 2012	
2. Appropriations By Economic Classification.....15	
Appropriations par les Categories des Depenses Economique	
3. Forecast Funding From Donors by Ministry, Program and Cost Centre.....77	
Financement Previonnel des Baileurs des Fonds Ministeres, Programme	
Et Section de Frais	
4. Revenue Forecast 2012.....84	
Prevision Des Recettes 2012	